

APPEL D'OFFRES - SERVICES

RÉGIE

NO 1000262

**Service de navette fluviale entre Pointe-aux-Trembles et le Vieux-Port de
Montréal**

(Services de nature technique)



SOMMAIRE

Numéro de l'appel d'offres	1000262
Titre de l'appel d'offres	Service de navette fluviale entre Pointe-aux-Trembles et le Vieux-Port de Montréal
Date d'émission de l'appel d'offres	28 avril 2021
Séance d'information	---
Réception des soumissions	
- Date limite:	17 mai 2021
- Heure limite :	13:00:00
Modalité	---
Mode de sollicitation	Publique
Statut du Donneur d'Ordre	Individuel
Mode d'adjudication :	Prix le plus bas
Durée du contrat	Voir la section 15.00 du contrat
Nombre d'options de renouvellement (Voir la section 15.00 du contrat)	---
Gestionnaire / Représentant du dossier	Christine Lalonde
- Téléphone	(514) 409-2786, poste 7509
- Courriel	chlalonde@artm.quebec

TABLE DES MATIÈRES

PAGE

	PRÉAMBULE	7
0.00	INTERPRÉTATION	7
0.01	Terminologie.....	7
0.01.01	Addenda	8
0.01.02	ADJUDICATAIRE	8
0.01.03	Appel d'Offres	8
0.01.04	Attestation d'Intégrité	8
0.01.05	Avis d'Adjudication.....	8
0.01.06	Avis d'Appel d'Offres	8
0.01.07	Bordereau de Prix.....	8
0.01.08	Contrat.....	8
0.01.09	Devis.....	8
0.01.10	Documents d'Appel d'Offres	8
0.01.11	Formulaire de Soumission.....	9
0.01.12	Information Confidentielle	9
0.01.13	Loi	10
0.01.14	PARTIE	10
0.01.15	Personne	10
0.01.16	Personne Liée	10
0.01.17	Procédure de Gestion des Plaintes.....	10
0.01.18	Propriété Intellectuelle	10
0.01.19	Régie de l'Appel d'Offres	11
0.01.20	Règlement sur la Gestion Contractuelle	11
0.01.21	Représentant du Dossier.....	11
0.01.22	SEAO	11
0.01.23	Service(s).....	11
0.01.24	Soumission	11
0.01.25	SOUSSIONNAIRE	11
0.02	Primauté.....	11
0.03	Droit applicable	12
0.04	Généralités	12
0.04.01	Dates et délais.....	12
a)	De rigueur	12
b)	Calcul	12
0.04.02	Références financières.....	13
0.04.03	Consentement	13
1.00	OBJET ET RÉGIE DE L'APPEL D'OFFRES	13
1.01	Appel d'Offres.....	13
1.02	Question et clarification.....	13
1.03	Addenda.....	13
1.03.01	Modification	13
1.03.02	Diffusion.....	13
1.03.03	Incidence sur le prix	14

1.04	Règles de présentation	14
1.04.01	Langue	14
1.04.02	Formulaires.....	14
1.04.03	Documents à joindre.....	14
1.04.04	Contenu de la Soumission	14
1.04.05	Enveloppe et nombre d'exemplaires papier	14
1.04.06	Exemplaire(s) supplémentaire(s) sous format électronique	15
1.04.07	Identification	15
1.04.08	Règles d'interprétation du Formulaire de Soumission.....	15
1.04.09	Prohibitions	15
1.04.10	Heures d'ouverture des bureaux.....	16
1.04.11	Réception des Soumissions	16
1.04.12	Report de la date de réception des Soumissions.....	16
1.04.13	Plainte relative au processus d'adjudication.....	16
1.04.14	Échéance.....	16
1.04.15	Durée de validité	17
1.04.16	Autorisation de contracter	17
	a) Détention.....	17
	b) Discretion	17
	c) Consortium.....	17
	d) Sous-contractant soumis au seuil	17
1.04.17	Regroupement de Personnes	17
1.04.18	Correction et retrait	18
1.04.19	Propriété des Soumissions.....	18
1.04.20	Sous-contrat.....	18
1.05	Interdiction de soumissionner	18
1.06	Ouverture des Soumissions.....	18
1.07	Conformité.....	18
	1.07.01 Règle.....	18
	1.07.02 Décision.....	19
1.08	Admissibilité.....	19
	1.08.01 Conditions	19
	1.08.02 Preuves	20
1.09	Évaluation des Soumissions.....	20
	1.09.01 Règles.....	20
	1.09.02 Informations complémentaires	20
	1.09.03 Vérification.....	20
	a) Références	20
	b) Démonstration.....	20
	1.09.04 Retrait d'un Service	20
1.10	Adjudication	20
	1.10.01 Règle.....	20
	1.10.02 Confirmation	21
	1.10.03 Rendement insatisfaisant.....	21
	1.10.04 Réserve.....	21
1.11	Renonciation du SOUMISSIONNAIRE	22
2.00	EXIGENCES QUANT AU PRIX	22
2.01	Présentation des prix soumis.....	22
	2.01.01 Coût de base	22

	2.01.02	Inclusions ou exclusions.....	22
	2.01.03	Coronavirus (COVID-19).....	22
	2.02	Maintien.....	22
3.00		INDICATIONS QUANT AUX MODALITÉS DE PAIEMENT	23
4.00		EXIGENCES QUANT AUX SÛRETÉS.....	23
	4.01	Garantie de soumission.....	23
	4.02	Garantie d'exécution	23
5.00		ATTESTATIONS RÉCIPROQUES	23
6.00		ATTESTATIONS DU DONNEUR D'ORDRE	24
7.00		ATTESTATIONS DU SOUMISSIONNAIRE	24
8.00		OBLIGATION(S) RÉCIPROQUE(S)	24
	8.01	Information Confidentielle	24
9.00		OBLIGATIONS DU DONNEUR D'ORDRE.....	24
10.00		OBLIGATIONS DU SOUMISSIONNAIRE.....	24
	10.01	Instructions aux SOUMISSIONNAIRES	24
	10.02	Documents d'Appel d'Offres	25
	10.02.01	Examen.....	25
	10.02.02	Reconnaissance et acceptation	25
	10.03	Devis.....	25
	10.04	Langue française	25
	10.05	Frais de Soumission	25
	10.06	Irrévocabilité.....	25
	10.07	Règlement sur la Gestion Contractuelle	25
	10.08	Non-participation	26
11.00		DISPOSITIONS PARTICULIÈRES	26
	11.01	Effet obligatoire	26
	11.02	Exécution complète	26
12.00		DISPOSITIONS GÉNÉRALES	26
	12.01	Avis.....	26
	12.02	Élection	26
	12.03	Non-renonciation	26
	12.04	Transmission électronique	27
13.00		EXPIRATION.....	27
14.00		ENTRÉE EN VIGUEUR.....	27
15.00		DURÉE.	27
16.00		PORTÉE.....	27

LISTE DES ANNEXES

Note: Les annexes sont numérotées en fonction de la clause à laquelle elles se rapportent.

PAGE

ANNEXE 10.08 - FORMULAIRE DE NON-PARTICIPATION À L'APPEL D'OFFRES.....	28
---	-----------

APPEL D'OFFRES effectué en la ville de Montréal, province de Québec, Canada, le 28 avril 2021.

À LA DEMANDE DE :

Autorité régionale de transport métropolitain (Autorité), personne morale de droit public dûment instituée selon la *Loi sur l'Autorité régionale de transport métropolitain* (RLRQ, c. A-33.3), ayant son siège au 700, rue De La Gauchetière Ouest, bureau 400, en la ville de Montréal, province de Québec, H3B 5M2;

CI-APRÈS DÉNOMMÉE, AUX FINS DE L'APPEL D'OFFRES, LE « DONNEUR D'ORDRE » ou L' « ARTM » OU L'« AUTORITÉ ».

Représentant du Dossier:

Nom : Christine Lalonde
Téléphone : (514) 409-2786, poste 7509
Télécopieur : (514) 409-2787
Courriel : chlalonde@artm.quebec

PRÉAMBULE

LE DONNEUR D'ORDRE DÉCLARE CE QUI SUIIT :

- A) Le DONNEUR D'ORDRE est une personne morale de droit public ayant pour mission de planifier, développer, soutenir et faire la promotion du transport collectif sur l'ensemble du territoire de la grande région métropolitaine de Montréal. Dans la poursuite de cette mission, le DONNEUR D'ORDRE assure, par des modes de transport collectif, la mobilité des personnes sur son territoire, incluant celles à mobilité réduite. Il favorise l'intégration des services entre les différents modes de transport et augmente l'efficacité des corridors routiers;
- B) LE DONNEUR D'ORDRE désire lancer un appel d'offres se rapportant à un service de navette fluviale entre Pointe-aux-Trembles et le Vieux-Port de Montréal;

DANS CE CONTEXTE, LE DONNEUR D'ORDRE LANCE L'APPEL D'OFFRES QUI SUIIT :

Service de navette fluviale entre Pointe-aux-Trembles et le Vieux-Port de Montréal - 1000262.

0.00 INTERPRÉTATION

0.01 Terminologie

À moins d'indications contraires dans le texte, les mots et expressions commençant par une majuscule qui apparaissent dans l'Appel d'Offres, ou dans toute annexe ou documentation subordonnée à celui-ci, s'interprètent comme suit :

0.01.01 Addenda

désigne, en relation avec les Documents d'Appel d'Offres, tout écrit émis par le DONNEUR D'ORDRE, avant l'ouverture des Soumissions, portant la mention « addenda » et servant à clarifier ou à modifier les Documents d'Appel d'Offres;

0.01.02 ADJUDICATAIRE

désigne toute Personne à qui le Contrat visé par les présentes a été adjugé et qui s'est engagée à satisfaire aux exigences et conditions des Documents d'Appel d'Offres;

0.01.03 Appel d'Offres

désigne l'appel d'offres n° 1000262, se rapportant à un Service de navette fluviale entre Pointe-aux-Trembles et le Vieux-Port de Montréal;

0.01.04 Attestation d'Intégrité

désigne le document annexé au Formulaire de Soumission par lequel le SOUMISSIONNAIRE atteste qu'il ne pose ou participe à aucun des actes ayant pour effet de porter atteinte directement ou indirectement à l'intégrité du processus d'Appel d'Offres;

0.01.05 Avis d'Adjudication

désigne tout écrit par lequel le DONNEUR D'ORDRE confirme au SOUMISSIONNAIRE qu'il est l'ADJUDICATAIRE du Contrat et donc, que le Contrat est formé entre les PARTIES;

0.01.06 Avis d'Appel d'Offres

désigne l'avis par lequel le DONNEUR D'ORDRE lance la procédure de l'Appel d'Offres;

0.01.07 Bordereau de Prix

désigne le document faisant partie du Formulaire de Soumission prescrit par le DONNEUR D'ORDRE et utilisé par le SOUMISSIONNAIRE pour proposer son prix, lequel peut aussi inclure une description des Services à être fournis qui équivaut au Devis;

0.01.08 Contrat

désigne le document intitulé « Contrat de services », faisant partie des Documents d'Appel d'Offres;

0.01.09 Devis

désigne le document, émanant du DONNEUR D'ORDRE, servant à décrire les Services à être fournis, ou le Bordereau de Prix, lorsque celui-ci est le seul à contenir cette information;

0.01.10 Documents d'Appel d'Offres

désigne l'ensemble de la documentation produite par le DONNEUR D'ORDRE aux fins de l'Appel d'Offres ou, lorsque le sens du texte l'exige, un ou plusieurs des documents visés par une disposition spécifique; sans limiter la généralité de ce qui précède, ces documents, incluant leurs annexes, comprennent :

- a) l'Avis d'Appel d'Offres;
- b) la Régie de l'Appel d'Offres;
- c) le Formulaire de Soumission;
- d) le Contrat;
- e) le Devis;
- f) le Règlement sur la Gestion Contractuelle;
- g) tous les Addenda émis par le DONNEUR D'ORDRE;

0.01.11 Formulaire de Soumission

désigne le document prescrit par le DONNEUR D'ORDRE, incluant toutes ses annexes dont, notamment, le Bordereau de Prix et l'Attestation d'Intégrité, à être utilisé par le SOUMISSIONNAIRE pour soumettre sa Soumission relativement à l'Appel d'Offres;

0.01.12 Information Confidentielle

désigne toute information commerciale, technique, scientifique, financière, juridique, personnelle ou autre, divulguée par une PARTIE émettrice, se rapportant à ses activités commerciales, ses stratégies et opportunités d'affaires, sa Propriété Intellectuelle, ainsi que ses fournisseurs, clients, finances ou employés qui, au moment de la divulgation, est identifiée comme étant confidentielle, divulguée dans un contexte de confidentialité ou comprise par la PARTIE réceptrice faisant preuve d'un jugement d'affaires raisonnable, comme étant confidentielle, étant entendu que les informations suivantes doivent être en tout temps confidentielles; tout renseignement personnel au sens des articles 53 et 54 de la *Loi sur l'accès aux documents des organismes publics et sur la protection des renseignements personnels* (RLRQ, c. A-2.1) et tout renseignement confidentiel d'un tiers au sens des articles 23 et 24 de cette Loi;

mais ne comprend pas, sous réserve de l'application de la *Loi sur l'accès aux documents des organismes publics et sur la protection des renseignements personnels* (RLRQ, c. A-2.1) :

- a) une information connue par la PARTIE réceptrice, avant la date de sa divulgation;
- b) une information connue du public ou disponible au public avant la date de sa divulgation;
- c) une information qui devient connue du public ou disponible au public après la date de divulgation et qui ne provient pas d'une violation de l'engagement de confidentialité de la part de la PARTIE réceptrice;

- d) une information reçue en tout temps par une Personne qui n'est pas soumise à un engagement de confidentialité, se rapportant à cette information, en faveur de l'une ou l'autre des PARTIES;
- e) une information développée indépendamment par la PARTIE réceptrice.

0.01.13 Loi

désigne une règle de droit applicable dans la province de Québec, qu'il s'agisse d'une juridiction fédérale, provinciale, municipale ou étrangère, une loi, un règlement, une ordonnance, un décret, un arrêté en conseil, une directive ou politique administrative ou autre instrument législatif ou exécutif d'une autorité publique, une règle de droit commun et comprend, lorsque requis, un traité international et un accord interprovincial ou intergouvernemental;

0.01.14 PARTIE

désigne le DONNEUR D'ORDRE ainsi que tout SOUMISSIONNAIRE ou ADJUDICATAIRE, selon le cas;

0.01.15 Personne

désigne, selon le cas, un particulier, une société de personnes, une société par actions, une compagnie, une coopérative, une association, un syndicat, une fiducie, un regroupement de personnes ou toute autre organisation possédant ou non une personnalité juridique propre, ainsi que toute autorité publique de juridiction étrangère, fédérale, provinciale, territoriale ou municipale et comprend, lorsque requis, leurs représentants légaux;

0.01.16 Personne Liée

désigne, pour chaque PARTIE, toute personne identifiée dans l'article 251 (2) de la *Loi de l'impôt sur le revenu* (L.R.C. (1985), ch.1 (5e suppl.)) ou toute personne qui a un lien de dépendance avec cette PARTIE;

0.01.17 Procédure de Gestion des Plaintes

désigne la procédure portant sur la réception et l'examen des plaintes adoptée par le DONNEUR D'ORDRE conformément à l'article 103.2.1 de la *Loi sur les sociétés de transport en commun* (RLRQ, c. S-30.01), disponible sur le site Internet du DONNEUR D'ORDRE, à l'adresse suivante : www.artm.quebec/approvisionnement-et-fournisseurs-de-l-artm/;

0.01.18 Propriété Intellectuelle

désigne tout actif intangible protégeable contractuellement du type savoir-faire, secret de fabrique, recette et autre actif semblable ainsi que tout actif intangible protégeable par effet d'une Loi canadienne ou étrangère se rapportant aux brevets, droits d'auteur, marques de commerce, dessins industriels, à la topographie de circuits imprimés ou à l'obtention d'espèces

végétales et comprend toute demande visant à faire constater un droit de propriété intellectuelle sur un tel actif intangible auprès des autorités publiques;

0.01.19 Régie de l'Appel d'Offres

désigne le présent document régissant le processus de l'Appel d'Offres et comprenant, sans s'y limiter, les instructions pour soumissionner;

0.01.20 Règlement sur la Gestion Contractuelle

désigne le règlement sur la gestion contractuelle adopté par le DONNEUR D'ORDRE conformément à l'article 103.2 de la *Loi sur les sociétés de transport en commun* (RLRQ, c. S-30.01) ou la politique de gestion contractuelle qui est réputée être un règlement sur la gestion contractuelle adopté par le DONNEUR D'ORDRE, dont les dispositions doivent être observées par ses employés, ses administrateurs, les membres externes de ses différents comités, ainsi que toutes les personnes appelées à contracter avec lui, transmis en annexe des Documents d'Appel d'Offres ou disponible sur le site Internet du DONNEUR D'ORDRE;

0.01.21 Représentant du Dossier

désigne, à moins d'avis contraire, la seule personne responsable de la gestion et du suivi du dossier, autorisée à répondre aux demandes des SOUMISSIONNAIRES, dans le cadre de cet Appel d'Offres;

0.01.22 SEAO

désigne le système électronique d'appel d'offres;

0.01.23 Service(s)

désigne selon le cas, individuellement ou collectivement, tous les services décrits au Devis, à être fournis par l'ADJUDICATAIRE, incluant les tâches, l'ouvrage et tous les autres services et biens accessoires nécessaires pour assurer leur bonne exécution nonobstant le fait qu'ils n'aient pas été mentionnés spécifiquement au Devis;

0.01.24 Soumission

désigne une offre, ainsi que tous les documents la constituant, déposée au moyen du Formulaire de Soumission, en réponse à l'Appel d'Offres;

0.01.25 SOUMISSIONNAIRE

désigne la personne physique, société ou personne morale qui a déposé sa Soumission, dans le cadre de l'Appel d'Offres;

0.02 Primauté

Les Documents d'Appel d'Offres constituent la totalité et l'intégralité du cadre contractuel de l'Appel d'Offres. Ils priment sur les conditions ou politiques de vente de tout SOUMISSIONNAIRE ou ADJUDICATAIRE.

En cas de contradiction ou de divergence entre les différents Documents d'Appel d'Offres, l'ordre de préséance suivant détermine, à moins d'une mention expresse à l'effet contraire, le document qui prévaut :

- a) Le Règlement sur la Gestion Contractuelle;
- b) Les Addenda émis par le DONNEUR D'ORDRE, le cas échéant;
- c) L'Avis d'Appel d'Offres;
- d) La Régie de l'Appel d'Offres;
- e) Le Contrat;
- f) L'annexe du Contrat intitulée « Devis », le cas échéant;
- g) Le Formulaire de Soumission rempli et signé, incluant le Bordereau de Prix.

0.03 Droit applicable

L'Appel d'Offres s'interprète et s'exécute conformément aux Lois applicables dans la province de Québec.

0.04 Généralités

0.04.01 Dates et délais

a) De rigueur

Tous les délais et les échéances indiqués dans les Documents d'Appel d'Offres sont de rigueur, à moins d'indication contraire dans le texte. Une prolongation ou une modification à l'Appel d'Offres, à moins d'une indication claire à cet effet, ne peut constituer une renonciation à ce qui précède.

b) Calcul

Lors du calcul d'un délai, les règles suivantes s'appliquent :

- i) le jour qui marque le point de départ n'est pas compté, mais celui qui marque l'échéance ou la date limite du délai l'est;
- ii) les jours non ouvrables sont comptés; cependant, lorsque la date d'échéance ou la date limite est un jour non ouvrable (samedi, dimanche ou un jour férié), celle-ci est reportée au premier jour ouvrable suivant;

- iii) le terme « mois », lorsqu'il est utilisé dans Document d'Appel d'Offres, désigne les mois du calendrier.

Si les Documents d'Appel d'Offres font référence à une date spécifique qui n'est pas un jour ouvrable, l'échéance est reportée au premier jour ouvrable suivant la date spécifique.

0.04.02 Références financières

À moins d'indication contraire dans les Documents d'Appel d'Offres, tous les prix soumis ou autres sommes d'argent prévues sont en devise canadienne.

0.04.03 Consentement

Lorsque les Documents d'Appel d'Offres prévoient le consentement d'une PARTIE, celui-ci doit, à moins d'indication contraire, faire l'objet d'un écrit.

1.00 OBJET ET RÉGIE DE L'APPEL D'OFFRES

1.01 Appel d'Offres

Par le présent Appel d'Offres, le DONNEUR D'ORDRE établit la procédure qui lui permet de retenir, sous réserve de la clause 1.10.04, l'ADJUDICATAIRE en vue de la fourniture des Services. Dès l'envoi d'un Avis d'Adjudication, l'ADJUDICATAIRE doit, sans autre avis ni formalité, se conformer aux modalités du Contrat.

1.02 Question et clarification

Toute question ou demande de clarification de la part d'un SOUMISSIONNAIRE doit être acheminée par écrit au Représentant du Dossier au moins SOIXANTE-DOUZE (72) heures avant la date et l'heure prévues pour la réception des Soumissions. À la suite de l'analyse d'un tel avis provenant d'un SOUMISSIONNAIRE et advenant le cas où le DONNEUR D'ORDRE le juge opportun, les Documents d'Appel d'Offres sont alors modifiés par le biais d'un Addenda.

1.03 Addenda

1.03.01 Modification

Toute correction ou modification des Documents d'Appel d'Offres, avant l'ouverture des soumissions, doit faire l'objet d'un Addenda. Tout Addenda transmis en conformité avec les présentes devient partie intégrante des Documents d'Appel d'Offres.

1.03.02 Diffusion

L'Addenda est transmis par le SEAO à tous les SOUMISSIONNAIRES qui se sont procuré une copie des Documents d'Appel d'Offres ou qui se sont dûment inscrits pour l'obtention des Documents d'Appel d'Offres. En vertu de la Loi, toute modification effectuée TROIS (3) jours ou moins avant la date limite de réception des Soumissions doit entraîner le report de cette date d'au moins TROIS (3) jours, sauf s'il s'agit pour le DONNEUR D'ORDRE d'annuler l'Appel d'Offres.

1.03.03 Incidence sur le prix

Nonobstant ce qui est mentionné au paragraphe précédent, un Addenda qui est susceptible d'avoir une incidence sur le prix des Soumissions doit être transmis au moins SEPT (7) jours avant la date et l'heure prévues pour la réception des Soumissions. À défaut de respecter ce délai, la date et l'heure prévues pour la réception des Soumissions sont reportées d'autant de jours qu'il en faut pour que ce délai minimal de SEPT (7) jours soit respecté.

1.04 Règles de présentation**1.04.01 Langue**

La Soumission doit être rédigée en français.

1.04.02 Formulaires

La Soumission doit être présentée sur le Formulaire de Soumission officiel fourni, dans son intégralité, accompagné de toutes ses annexes ou autres documents exigés aux Documents d'Appel d'Offres. Tous les champs blancs dans le formulaire doivent être remplis et aucun changement au texte n'y est fait, à défaut de quoi, la Soumission peut être rejetée. Toute rature ou correction doit porter les initiales du signataire autorisé de la Soumission. Le Formulaire de Soumission ainsi que son annexe « Attestation d'Intégrité » doivent être signés aux endroits prévus à cet effet par la ou les personnes autorisées.

1.04.03 Documents à joindre

Le SOUMISSIONNAIRE doit joindre à sa Soumission, le Formulaire de Soumission dûment complété et signé, ainsi que tous les documents énumérés dans la section 7.00 du Formulaire de Soumission. Tout document du SOUMISSIONNAIRE qui n'est pas requis par le DONNEUR D'ORDRE est réputé ne pas faire partie de la Soumission.

1.04.04 Contenu de la Soumission

Au Formulaire de Soumission et ses annexes, le prix unitaire prévaut sur le prix total offert; par conséquent, dans le cas d'une erreur de multiplication des prix unitaires avec les quantités inscrites ou d'une erreur d'addition des prix, le DONNEUR D'ORDRE corrige les erreurs de calcul dans les opérations mathématiques et établit ainsi le prix pour fins d'adjudication de contrat. La sous-section 1.10 de la présente Régie de l'Appel d'Offres prévoit la manière dont le Contrat est adjugé. Dans le cas où le Contrat est adjugé par item, le SOUMISSIONNAIRE doit indiquer un prix pour chacun des items du Bordereau de Prix pour lequel il soumissionne. Dans le cas où le Contrat est adjugé sur l'ensemble des items d'un même lot ou bloc, le SOUMISSIONNAIRE doit indiquer un prix distinct pour chacun des items du lot ou du bloc du Bordereau de Prix pour lequel il soumissionne. Dans le cas où le Contrat est adjugé sur l'ensemble des items globalement (en totalité), le SOUMISSIONNAIRE doit indiquer un prix distinct pour chacun des items du Bordereau de Prix.

1.04.05 Enveloppe et nombre d'exemplaires papier

Le SOUMISSIONNAIRE doit placer dans une enveloppe opaque cachetée UN (1) exemplaire original papier et TROIS (3) copie(s) de sa Soumission.

1.04.06 Exemplaire(s) supplémentaire(s) sous format électronique

Le SOUMISSIONNAIRE doit fournir UNE (1) clé USB contenant une copie électronique identique de l'exemplaire original papier de toute sa Soumission. Cette clé USB doit être jointe dans l'enveloppe unique visée à la clause 1.04.05 de la présente sous-section.

1.04.07 Identification

Le SOUMISSIONNAIRE doit indiquer sur l'enveloppe les informations suivantes :

- a) le nom et l'adresse du SOUMISSIONNAIRE ;
- b) le mot « Soumission » ;
- c) le numéro de l'Appel d'Offres ;
- d) le titre de l'Appel d'Offres ;
- e) les date et heure limites de la réception des Soumissions ;
- f) l'adresse du lieu de réception des Soumissions mentionné à la clause 1.04.11 des présentes.

Une étiquette à remplir par le SOUMISSIONNAIRE et devant être apposée sur l'enveloppe est jointe aux Documents d'Appel d'Offres.

1.04.08 Règles d'interprétation du Formulaire de Soumission

Les règles suivantes s'appliquent pour interpréter le Formulaire de Soumission:

- a) en cas de divergence entre le document papier et le document électronique fourni, le cas échéant, par le SOUMISSIONNAIRE, le document papier a préséance;
- b) toute rature ou correction apportée à la Soumission doit être paraphée par le signataire de la Soumission;
- c) le SOUMISSIONNAIRE doit faire référence à la numérotation utilisée dans l'Appel d'Offres dans la présentation de sa Soumission.

1.04.09 Prohibitions

À moins d'indication contraire dans les Documents d'Appel d'Offres, les Soumissions transmises par télécopieur ou courriel ne sont pas considérées. De plus, le SOUMISSIONNAIRE ne peut aucunement modifier le contenu des dispositions des Documents d'Appel d'Offres, ni y ajouter quelque condition que ce soit, à défaut de quoi, sa Soumission peut être rejetée.

1.04.10 Heures d'ouverture des bureaux

Les heures d'ouverture des bureaux pour la réception des Soumissions sont de 8:30 à 16:30, le lundi, le mercredi et le vendredi.

1.04.11 Réception des Soumissions

Pour être valides et considérées, les Soumissions doivent être adressées à Christine Lalonde et reçues au plus tard :

DATE : 17 mai 2021

HEURE : 13:00:00 selon l'horodateur du DONNEUR D'ORDRE

LIEU :

Autorité régionale de transport métropolitain
Approvisionnement
700, rue De La Gauchetière Ouest, bureau 400
Montréal (Québec) H3B 5M2

La date limite pour déposer une plainte au DONNEUR D'ORDRE en vertu de la Procédure de Gestion des Plaintes est le 10 mai 2021.

1.04.12 Report de la date de réception des Soumissions

La date limite de réception des Soumissions prévue à la clause « Réception des Soumissions » peut être reportée par le DONNEUR D'ORDRE, notamment en cas de réception d'une plainte concernant le présent Appel d'Offres, conformément à la *Loi favorisant la surveillance des contrats des organismes publics et instituant l'Autorité des marchés publics* (L.Q. 2017, c. 27).

1.04.13 Plainte relative au processus d'adjudication

Le SOUMISSIONNAIRE ou toute Personne ayant un intérêt au sens de la Loi peut porter plainte auprès du DONNEUR D'ORDRE relativement au présent Appel d'Offres. Les conditions d'ouverture d'une plainte ainsi que la procédure à suivre pour déposer une plainte se trouvent dans la Procédure de Gestion des Plaintes du DONNEUR D'ORDRE.

1.04.14 Échéance

La date, l'heure et le lieu pour la réception des Soumissions sont de rigueur. Les Soumissions, reçues après la date et l'heure prévues ou, dans un lieu autre que celui indiqué, sont automatiquement déclarées non recevables et retournées à l'expéditeur sans avoir été considérées. Il appartient au SOUMISSIONNAIRE de fournir la preuve du dépôt de sa Soumission dans le délai imparti et au lieu indiqué.

Sans restreindre la généralité de ce qui précède, si le SOUMISSIONNAIRE choisit d'envoyer sa Soumission par les services postaux, un service de messagerie ou tout autre service, le DONNEUR D'ORDRE n'encourt aucune responsabilité envers quiconque pour les livraisons tardives ou pour les livraisons à un endroit autre que celui indiqué, et ce, même si cet endroit

constitue une autre unité administrative du DONNEUR D'ORDRE. Le SOUMISSIONNAIRE doit s'assurer de disposer du temps suffisant pour déposer sa Soumission malgré l'existence d'un système de contrôle d'accès aux immeubles du DONNEUR D'ORDRE, le cas échéant, pouvant entraîner certains délais dans la libre circulation des éventuels SOUMISSIONNAIRES à l'intérieur des immeubles du DONNEUR D'ORDRE.

1.04.15 Durée de validité

Toute Soumission déposée demeure valide pour une période de QUATRE-VINGT-DIX (90) jours suivant la date et l'heure limites prévues pour la réception des Soumissions.

1.04.16 Autorisation de contracter

a) Détention

Lorsque le Contrat à intervenir requiert une autorisation préalable à l'obtention d'un contrat public délivrée par l'Autorité des marchés publics en vertu du chapitre V.2 de la *Loi sur les contrats des organismes publics* (RLRQ, c. C-65.1), le SOUMISSIONNAIRE doit transmettre avec sa Soumission les documents à cet effet identifiés à la clause 7.00 Attestation du SOUMISSIONNAIRE du Formulaire de soumission. Pour les seules fins de déterminer si une telle autorisation est requise, le SOUMISSIONNAIRE doit considérer un montant égal à 105% du montant total soumissionné, afin de tenir compte de la portion de la taxe de vente du Québec payable par le DONNEUR D'ORDRE qui n'est pas récupérable par celui-ci.

b) Discrétion

Sans limiter la généralité de la clause Réserve, le DONNEUR D'ORDRE n'est toutefois aucunement tenu d'attribuer le Contrat à un SOUMISSIONNAIRE autorisé dans la mesure où le DONNEUR D'ORDRE demande, à son entière discrétion et sans aucune obligation ou responsabilité de sa part, et qu'il obtient la permission de conclure le Contrat avec un SOUMISSIONNAIRE non autorisé, conformément aux dispositions applicables du chapitre V.2 de la *Loi sur les contrats des organismes publics* (RLRQ, c. C-65.1).

c) Consortium

Dans le cas où les regroupements ne sont pas par ailleurs interdits, si le SOUMISSIONNAIRE est un consortium qui n'est pas juridiquement organisé, chaque entreprise le composant doit répondre aux conditions des présents Documents d'Appel d'Offres.

d) Sous-contractant soumis au seuil

Toute entreprise partie à un sous-contrat rattaché directement ou indirectement au Contrat visé par le présent Appel d'Offres et dont le montant est égal ou supérieur au seuil déterminé par le gouvernement du Québec doit également posséder une autorisation de contracter délivrée par l'Autorité des marchés publics.

1.04.17 Regroupement de Personnes

Malgré toute autre disposition à l'effet contraire dans les Documents d'Appel d'Offres, aucun regroupement, notamment de type *joint venture* ou consortium, n'est permis dans le cadre de l'Appel d'Offres, sauf s'il s'agit d'une société de personnes (société en participation, société en nom collectif, société en commandite).

1.04.18 Correction et retrait

Le SOUMISSIONNAIRE peut corriger, amender ou retirer sa Soumission avant l'heure et la date limites fixées pour la réception des Soumissions, à la seule condition de transmettre un avis écrit à cet effet au lieu de réception des Soumissions, dans une enveloppe clairement identifiée au DONNEUR D'ORDRE, sans pour cela aliéner son droit d'en présenter une nouvelle dans le délai prescrit.

1.04.19 Propriété des Soumissions

Le DONNEUR D'ORDRE conserve, après l'heure et la date limite fixées pour la réception des Soumissions, la propriété de toutes les Soumissions reçues dans le cadre de l'Appel d'Offres. En conséquence, les SOUMISSIONNAIRES ne peuvent exiger que leur Soumission leur soit retournée.

1.04.20 Sous-contrat

Malgré toute autre disposition contraire, aucun sous-contrat n'est autorisé dans le cadre de l'Appel d'Offres.

1.05 Interdiction de soumissionner

Toute Personne ayant participé à l'élaboration des Documents d'Appel d'Offres, dont notamment le Devis, ne peut soumissionner ou être sous-contractant, dans le cadre du présent Appel d'Offres. L'interdiction s'applique également à tout SOUMISSIONNAIRE ou sous-contractant qui a un intérêt envers cette Personne ou pour lequel celle-ci a, directement ou indirectement, un intérêt quelconque.

1.06 Ouverture des Soumissions

Les Soumissions sont ouvertes publiquement, en présence d'au moins DEUX (2) témoins, à l'endroit prévu, immédiatement après l'heure et la date limites fixées pour la réception des Soumissions. Les SOUMISSIONNAIRES peuvent assister à l'ouverture des Soumissions. Les noms des SOUMISSIONNAIRES et leur prix respectif sont déclarés à haute voix lors de l'ouverture des Soumissions. Après l'ouverture, les Soumissions sont remises au Représentant du Dossier ou à son délégué pour étude et, le cas échéant, elles sont ensuite présentées à l'instance appropriée du DONNEUR D'ORDRE pour adjudication.

1.07 Conformité

1.07.01 Règle

Le DONNEUR D'ORDRE se réserve le droit de rejeter toute Soumission non conforme aux spécifications et aux conditions des Documents d'Appel d'Offres. Toute Soumission qui n'est

pas complétée conformément à l'Appel d'Offres ou qui n'est pas accompagnée des documents requis dûment complétés peut être jugée non conforme.

1.07.02 Décision

Le DONNEUR D'ORDRE est seul juge de la conformité d'une Soumission. Le DONNEUR D'ORDRE se réserve le droit de ne pas tenir compte d'irrégularités qu'il juge mineures. Il peut passer outre à tout défaut de conformité de la Soumission qu'il juge mineur et il n'est pas tenu de motiver l'acceptation ou le rejet de toute Soumission. Ainsi, tout défaut, omission ou erreur dans la Soumission nécessite une analyse de la part du DONNEUR D'ORDRE, qui peut décider :

- a) soit d'accepter la Soumission telle quelle;
- b) soit d'accepter la Soumission à la condition que le SOUMISSIONNAIRE la corrige à la satisfaction du DONNEUR D'ORDRE, dans le délai déterminé par ce dernier; ou
- c) soit de rejeter la Soumission.

1.08 Admissibilité

1.08.01 Conditions

Pour être admis à soumissionner, un SOUMISSIONNAIRE :

- a) ne doit pas, au moment de déposer sa Soumission, être inscrit au registre des entreprises non admissibles aux contrats publics (RENA) ou, s'il y est inscrit, être en période d'inadmissibilité;

Le registre des entreprises non admissibles (RENA) peut être consulté sur le site internet de l'Autorité des Marchés Publics à l'adresse suivante : <https://amp.gouv.qc.ca/rena/>. Pour tout renseignement complémentaire concernant le RENA, communiquez avec l'Autorité des Marchés Publics par téléphone au 1 888 335-5550. Pour plus d'information au sujet du registre des entreprises non admissibles, consultez les articles 21.1 et suivants de la [Loi sur les contrats des organismes publics \(RLRO, c. C-65\)](#).

- b) doit, lorsque requis en vertu de la clause Autorisation de contracter de la Régie, détenir au moment de déposer sa Soumission une telle autorisation émise par l'Autorité des marchés publics (AMP);
- c) doit, à la date limite de réception des Soumissions, être titulaire d'un permis de transport maritime de passagers délivré par la Commission des transports du Québec;
- d) remplir, signer et déposer avec sa Soumission le formulaire intitulé « Déclaration de disponibilité et description des bateaux » contenu au Formulaire de soumission.

Tout SOUMISSIONNAIRE qui ne répond pas aux conditions d'admissibilité susmentionnées est déclaré inadmissible et sa Soumission est immédiatement rejetée.

1.08.02 Preuves

Afin de prouver qu'il répond aux conditions d'admissibilité, le SOUMISSIONNAIRE doit fournir les documents indiqués, s'il y a lieu, à la section 7.00 du Formulaire de Soumission.

1.09 Évaluation des Soumissions**1.09.01 Règles**

Les Soumissions sont évaluées à partir des seuls renseignements qu'elles contiennent et des procédures prévues à l'Appel d'Offres.

1.09.02 Informations complémentaires

Nonobstant les dispositions de la clause 1.09.01, tout SOUMISSIONNAIRE peut être requis, à la suite de l'ouverture des Soumissions, sur une demande du Représentant du Dossier, de lui transmettre dans les délais requis tout document permettant aux représentants du DONNEUR D'ORDRE de poursuivre l'analyse des Soumissions.

1.09.03 Vérification**a) Références**

Le DONNEUR D'ORDRE se réserve le droit de vérifier les références du SOUMISSIONNAIRE ou de ses sous-contractants. Si ces références se révèlent fausses, la Soumission peut être rejetée.

b) Démonstration

Le DONNEUR D'ORDRE se réserve le droit de vérifier la conformité d'une Soumission reçue par rapport aux exigences des Documents d'Appel d'Offres, en effectuant une visite chez le SOUMISSIONNAIRE. Dans un tel cas, le DONNEUR D'ORDRE doit aviser le SOUMISSIONNAIRE avant la visite afin que le personnel nécessaire soit disponible pour effectuer les démonstrations qui sont jugées nécessaires par le DONNEUR D'ORDRE. Une telle vérification effectuée par le DONNEUR D'ORDRE n'a aucunement pour effet de limiter la responsabilité du SOUMISSIONNAIRE de se conformer aux exigences des Documents d'Appel d'Offres, dans le cas où le Contrat lui est adjugé.

1.09.04 Retrait d'un Service

Le DONNEUR D'ORDRE se réserve le droit de retirer certains Services, tant au moment de l'adjudication du Contrat qu'en cours d'exécution du Contrat, et ce, sans encourir quelque responsabilité que ce soit envers quiconque.

1.10 Adjudication**1.10.01 Règle**

Sous réserve des dispositions de la clause 1.10.04 des présentes, le DONNEUR D'ORDRE adjuge le Contrat globalement au plus bas SOUMISSIONNAIRE conforme, sur la base des

résultats des multiplications des prix unitaires par leurs quantités indiquées au Bordereau de Prix et/ou sur la base des résultats des additions des prix globaux.

En cas d'égalité entre deux ou plusieurs SOUMISSIONNAIRES sur le prix total, un tirage au sort a lieu en présence de DEUX (2) témoins et du Représentant du Dossier lors d'une séance où sont invités les SOUMISSIONNAIRES concernés, afin d'adjuger le Contrat au SOUMISSIONNAIRE dont le nom est tiré.

1.10.02 Confirmation

Le Contrat est adjugé par l'instance appropriée du DONNEUR D'ORDRE. Par la suite, le Représentant du Dossier avise par écrit le SOUMISSIONNAIRE retenu (l'ADJUDICATAIRE) dans les plus brefs délais afin de lui confirmer l'adjudication du Contrat, au moyen d'un Avis d'Adjudication.

1.10.03 Rendement insatisfaisant

Le DONNEUR D'ORDRE se réserve la possibilité de refuser toute Soumission d'un SOUMISSIONNAIRE qui, au cours des DEUX (2) années précédant la date d'ouverture des Soumissions, a fait l'objet d'une évaluation de rendement insatisfaisant, relativement à l'exécution d'un contrat attribué par le DONNEUR D'ORDRE, conformément à l'article 95 de la *Loi sur les sociétés de transport en commun* (RLRQ, c. S-30.01).

1.10.04 Réserve

Le DONNEUR D'ORDRE peut, à sa discrétion et pour quelque raison que ce soit, modifier tout ou partie des Documents d'Appel d'Offres, y compris notamment amender le processus de sélection et modifier ou prolonger tout échéancier ou délai, conformément aux Documents d'Appel d'Offres. Le DONNEUR D'ORDRE se réserve également le droit et la discrétion sous réserve du respect du principe de l'égalité des SOUMISSIONNAIRES (i) de demander et d'accepter de l'information additionnelle ou nouvelle de l'ensemble ou de chaque SOUMISSIONNAIRE à tout moment avant l'envoi de l'Avis d'Adjudication et (ii) d'écarter et, le cas échéant, de faire corriger toute irrégularité mineure et tout non-respect mineur de toute exigence prévue dans les Documents d'Appel d'Offres et contenue dans une Soumission.

De plus, si le DONNEUR D'ORDRE le juge dans son meilleur intérêt, à son entière discrétion, le DONNEUR D'ORDRE se réserve le droit de rejeter toutes les Soumissions reçues, qu'elles soient jugées conformes ou non, de suspendre, reporter, annuler ou mettre fin au processus de sélection en tout temps pour quelque raison que ce soit et de lancer un nouvel appel d'offres pour les mêmes fins, que ce soit selon les mêmes modalités ou non.

Dans tous les cas, le DONNEUR D'ORDRE n'encourt aucune responsabilité de quelque nature que ce soit envers les SOUMISSIONNAIRES et toute autre personne et les SOUMISSIONNAIRES ne peuvent prétendre à aucune indemnité ou compensation relativement à l'Appel d'Offres.

Sous réserve de tous les droits et recours dont dispose le DONNEUR D'ORDRE, ce dernier peut rejeter la Soumission d'un SOUMISSIONNAIRE ayant fait une fausse attestation ou déclaration demandée aux Documents d'Appel d'Offres.

1.11 Renonciation du SOUMISSIONNAIRE

Comme condition essentielle à la participation du SOUMISSIONNAIRE au processus de sélection, le SOUMISSIONNAIRE : (i) reconnaît et accepte que le DONNEUR D'ORDRE, de même que tout membre du conseil d'administration, dirigeant, employé, conseiller et autre représentant du DONNEUR D'ORDRE, n'auront aucune responsabilité envers le SOUMISSIONNAIRE pour quelque raison que ce soit relativement, directement ou indirectement, au processus de sélection, incluant notamment la procédure de dépôt de la Soumission ainsi que son traitement et son évaluation; (ii) renonce expressément, irrévocablement et inconditionnellement, à toute réclamation qu'il peut avoir ou pourrait avoir en tout temps par la suite contre l'un ou l'autre d'entre eux, et (iii) leur donne quittance de tout préjudice et les libère à l'égard de l'ensemble des réclamations qu'il pourrait avoir à cet égard, sauf en cas de faute intentionnelle ou de faute lourde de la part du DONNEUR D'ORDRE. **La participation du SOUMISSIONNAIRE au processus de sélection, qu'il dépose ou non une Soumission, constitue son acceptation expresse des dispositions du présent paragraphe.**

2.00 EXIGENCES QUANT AU PRIX

2.01 Présentation des prix soumis

2.01.01 Coût de base

Les prix proposés dans la Soumission ne doivent pas inclure la Taxe sur les produits et services (TPS) ni la Taxe de vente du Québec (TVQ).

2.01.02 Inclusions ou exclusions

À moins d'indication contraire, les prix soumis doivent inclure, sans s'y limiter, les frais généraux d'administration, le coût de la main-d'œuvre et de l'équipement nécessaires à l'exécution du Contrat de même que les frais de copie et de production de documents (ex. plans), les frais de déplacement, d'hébergement, de repas, les avantages sociaux, les profits et les autres frais indirects inhérents au Contrat et, lorsqu'applicables, les frais et les droits de douane, les permis, les licences et les assurances, de même que toutes taxes autres que TPS et TVQ.

2.01.03 Coronavirus (COVID-19)

Sans restreindre la portée de toute autre disposition, il est entendu que le prix comprend tous les frais nécessaires pour appliquer les mesures de prévention recommandées par les autorités publiques dans le contexte de la pandémie actuelle de coronavirus (COVID-19) et de ses phases subséquentes, le cas échéant.

2.02 Maintien

À moins d'une disposition contraire au Contrat, les prix soumissionnés sont fermes pour toute sa durée.

3.00 INDICATIONS QUANT AUX MODALITÉS DE PAIEMENT

Les modalités de paiement sont celles définies dans le Contrat.

4.00 EXIGENCES QUANT AUX SÛRETÉS**4.01 Garantie de soumission**

Le SOUMISSIONNAIRE doit joindre à son offre l'original d'une garantie de soumission sous forme de cautionnement de soumission, de chèque certifié, de mandat-poste, de traite bancaire ou de lettre de garantie irrévocable représentant au moins CINQ POUR CENT (5%) du montant total de la soumission avant taxe(s). Cette garantie doit être valide pour toute la durée de validité de la Soumission, tel que prévu à la clause 1.04.15. Le coût afférent à l'obtention de ces garanties est aux frais du SOUMISSIONNAIRE. Le défaut de soumettre la garantie de soumission avec la Soumission entraîne le rejet automatique de la Soumission ayant été déposée sans la garantie de soumission requise. En outre, le SOUMISSIONNAIRE doit respecter les exigences suivantes :

- a) Si la garantie de soumission est sous forme de cautionnement, celui-ci doit être émis par un assureur en assurance cautionnement faisant partie de la liste des assureurs en assurance cautionnement de l'Autorité des marchés financiers du Québec. Le cautionnement doit être sans réserve et être établi en faveur du DONNEUR D'ORDRE;
- b) Si la garantie de soumission est sous forme de chèque certifié, de traite bancaire ou de lettre de garantie irrévocable, celui-ci doit être tiré d'une institution financière canadienne ayant une place d'affaires au Québec et fait en faveur du DONNEUR D'ORDRE;
- c) Si la garantie de soumission est sous forme de mandat-poste, celui doit être émis par la Société canadienne des postes et fait en faveur du DONNEUR D'ORDRE;
- d) Il est entendu que le DONNEUR D'ORDRE peut en tout temps encaisser la garantie de soumission. Dans les cas où le SOUMISSIONNAIRE retire sa Soumission après l'heure prévue de l'ouverture des Soumissions, la garantie de soumission devient la propriété du DONNEUR D'ORDRE;
- e) Toute restriction contenue dans la garantie de soumission ayant pour effet de limiter la responsabilité du SOUMISSIONNAIRE au montant de la garantie de soumission est sans effet vis-à-vis du DONNEUR D'ORDRE et est réputée non écrite.

4.02 Garantie d'exécution

Le DONNEUR D'ORDRE confirme qu'aucune garantie d'exécution n'est requise par les présentes.

5.00 ATTESTATIONS RÉCIPROQUES

Le DONNEUR D'ORDRE confirme qu'à l'exception des attestations réciproques qui peuvent apparaître au Contrat, aucune autre attestation réciproque de quelque nature que ce soit n'est faite par les PARTIES, dans le cadre de l'Appel d'Offres.

6.00 ATTESTATIONS DU DONNEUR D'ORDRE

Le DONNEUR D'ORDRE confirme qu'il ne fournit aucune attestation de quelque sorte que ce soit par les présentes.

7.00 ATTESTATIONS DU SOUMISSIONNAIRE

Les attestations qui suivent sont pour le bénéfice du DONNEUR D'ORDRE et elles font partie intégrante de toute Soumission déposée dans le cadre de l'Appel d'Offres. Toute dérogation, dans le texte d'une Soumission, peut constituer un motif de rejet.

8.00 OBLIGATION(S) RÉCIPROQUE(S)**8.01 Information Confidentielle**

Sujet à la *Loi sur l'accès aux documents des organismes publics et sur la protection des renseignements personnels* (RLRQ, c. A-2.1), les PARTIES reconnaissent par les présentes que toute l'Information Confidentielle divulguée pendant la durée de l'Appel d'Offres demeure la propriété exclusive de la PARTIE divulgatrice et, par conséquent, la PARTIE réceptrice reconnaît que toute divulgation non autorisée de cette Information Confidentielle par l'autre PARTIE peut causer des dommages sérieux à la PARTIE qui l'a divulguée. Conséquemment, la PARTIE réceptrice s'engage envers la PARTIE divulgatrice afin de protéger les intérêts de cette dernière, à :

- a) utiliser l'Information Confidentielle divulguée uniquement aux fins pour lesquelles elle a été divulguée;
- b) ne pas permettre à un tiers d'avoir accès à cette Information Confidentielle, sauf dans les cas où une divulgation de celle-ci s'avère nécessaire en vertu d'une loi ou à la réalisation de l'objet du Contrat;
- c) prendre toutes les mesures appropriées, lorsque la divulgation d'Information Confidentielle à un tiers devient nécessaire, afin de protéger la confidentialité de celle-ci en requérant de la part du tiers un engagement de confidentialité visant à assurer le même régime de protection de cette information que celui prévu aux présentes;
- d) prendre tous les moyens raisonnables appropriés pour limiter l'accès à l'Information Confidentielle.

9.00 OBLIGATIONS DU DONNEUR D'ORDRE

Le DONNEUR D'ORDRE n'assume, dans le cadre de l'Appel d'Offres, aucune obligation autre que celles qui lui incombent en vertu de la Loi.

10.00 OBLIGATIONS DU SOUMISSIONNAIRE**10.01 Instructions aux SOUMISSIONNAIRES**

En plus des dispositions particulières qui suivent, le SOUMISSIONNAIRE doit respecter toutes et chacune des instructions et obligations du SOUMISSIONNAIRE contenues aux Documents d'Appel d'Offres.

10.02 Documents d'Appel d'Offres

10.02.01 Examen

Le SOUMISSIONNAIRE, afin de se conformer aux exigences, doit examiner tous les Documents d'Appel d'Offres. Il doit s'assurer que les Documents d'Appel d'Offres contiennent toutes les pages de tous les documents. Toute omission complète ou partielle de clauses ou toute page manquante doit être portée à l'attention immédiate du Représentant du Dossier. À moins d'avis contraire de sa part, avant l'ouverture des Soumissions, il est présumé que tous les documents nécessaires lui sont parvenus.

10.02.02 Reconnaissance et acceptation

Par le dépôt de sa Soumission, le SOUMISSIONNAIRE reconnaît avoir pris connaissance de chacune des clauses des Documents d'Appel d'Offres; il accepte les obligations qui y sont stipulées sans restriction ou réserve.

10.03 Devis

Le SOUMISSIONNAIRE doit consulter le Devis afin de répondre à ses exigences.

10.04 Langue française

Le DONNEUR D'ORDRE étant assujetti à la *Charte de la langue française* (RLRQ, c. C-11), le SOUMISSIONNAIRE doit s'assurer que ses dispositions et ses règlements sont suivis et respectés.

10.05 Frais de Soumission

Le SOUMISSIONNAIRE doit assumer tous les frais relatifs à la préparation et au dépôt de sa Soumission ainsi que ceux occasionnés par la présentation de ses biens ou services, le cas échéant. Le SOUMISSIONNAIRE n'a donc droit à aucun dédommagement relativement à ces frais.

10.06 Irrévocabilité

Toute Soumission déposée en réponse à l'Appel d'Offres est, à compter de l'ouverture des Soumissions, irrévocable.

10.07 Règlement sur la Gestion Contractuelle

Le DONNEUR D'ORDRE a adopté un Règlement sur la Gestion Contractuelle qui doit être observé par ses employés, ses administrateurs, les membres externes de ses différents comités ainsi que toutes les personnes appelées à transiger avec lui. En signant le Formulaire de Soumission, le SOUMISSIONNAIRE reconnaît qu'il a pris connaissance du Règlement sur

la Gestion Contractuelle du DONNEUR D'ORDRE disponible sur son site Internet, à l'adresse suivante : www.artm.quebec , et il s'engage à le respecter en tout temps.

10.08 Non-participation

Tout fournisseur qui, après avoir obtenu les Documents d'Appel d'Offres, décide de ne plus participer à l'Appel d'Offres doit communiquer au DONNEUR D'ORDRE les raisons de sa non-participation, en utilisant le « Formulaire de non-participation à l'Appel d'Offres » joint en annexe 10.08 des présentes.

11.00 DISPOSITIONS PARTICULIÈRES

11.01 Effet obligatoire

L'Appel d'Offres constitue une entente légale, valide et exécutoire susceptible d'exécution forcée contre le SOUMISSIONNAIRE ainsi que ses cessionnaires autorisés.

11.02 Exécution complète

Le SOUMISSIONNAIRE doit, à la réception d'une demande écrite à cet effet et à l'intérieur du délai prescrit, faire toute chose nécessaire pour assurer l'exécution complète de l'Appel d'Offres.

12.00 DISPOSITIONS GÉNÉRALES

12.01 Avis

Il est de la responsabilité du SOUMISSIONNAIRE de s'assurer de l'exactitude de ses coordonnées afin que tout Addenda lui soit communiqué. Seules les informations transmises par Addenda peuvent lier le DONNEUR D'ORDRE. Le DONNEUR D'ORDRE n'assume aucune responsabilité à l'égard de toute information obtenue d'une autre source.

12.02 Élection

Les PARTIES conviennent que toute réclamation ou poursuite judiciaire, pour quelque motif que ce soit relativement à l'Appel d'Offres, sera soumise à la juridiction exclusive des tribunaux du Québec. Dans les limites permises par la Loi, elles conviennent de choisir le district judiciaire du siège du DONNEUR D'ORDRE, comme le lieu approprié pour l'audition de ces réclamations ou poursuites judiciaires, à l'exclusion de tout autre district judiciaire qui peut avoir juridiction sur un tel litige, selon les prescriptions de la Loi.

12.03 Non-renonciation

Le silence, la négligence ou le retard d'une PARTIE à exercer un droit ou un recours prévu aux présentes ne doit, en aucune circonstance, être interprété ou compris comme une renonciation à ses droits et recours par la PARTIE; cette dernière peut s'en prévaloir tant et aussi longtemps que la prescription conventionnelle ou légale prévue pour l'exercice d'un tel droit ou recours n'est pas expirée.

12.04 Transmission électronique

Toute information échangée entre le DONNEUR D'ORDRE et les SOUMISSIONNAIRES, à l'exception des Documents d'Appel d'Offres, des Addenda, de la Soumission et de ses annexes, peut être transmise par télécopieur, courriel ou autre moyen de communication semblable.

13.00 EXPIRATION

Le DONNEUR D'ORDRE se réserve le droit de mettre fin à l'Appel d'Offres en tout temps, sans indemnité.

14.00 ENTRÉE EN VIGUEUR

Nonobstant sa date de lancement, l'Appel d'Offres est réputé débiter à compter de la date de publication de l'Avis d'Appel d'Offres dans un journal diffusé sur le territoire du DONNEUR D'ORDRE ou dans le SEAO, selon le dernier des deux événements.

15.00 DURÉE

La procédure d'Appel d'Offres se termine à la plus rapprochée des dates suivantes :

- a) le jour où le DONNEUR D'ORDRE décide unilatéralement d'y mettre fin;
- b) le jour de l'envoi par le DONNEUR D'ORDRE d'un Avis d'Adjudication du Contrat à l'ADJUDICATAIRE.

16.00 PORTÉE

Les Documents d'Appel d'Offres lient et sont au bénéfice des PARTIES.

ANNEXE 10.08 - FORMULAIRE DE NON-PARTICIPATION À L'APPEL D'OFFRES

- **Titre** : Service de navette fluviale entre Pointe-aux-Trembles et le Vieux-Port de Montréal
- **Numéro** : 1000262

FORMULAIRE DE NON-PARTICIPATION	
<i>Si votre entreprise ne participe pas à l'appel d'offres, veuillez compléter et retourner le présent questionnaire en indiquant les raisons qui expliquent votre non-participation</i>	
Nom de l'entreprise :	_____
Adresse postale :	_____
Téléphone :	_____
<i>(Veuillez cocher une des cases suivantes)</i>	
<input type="checkbox"/>	Nous n'avons pas eu le temps d'étudier votre appel d'offres et de préparer notre soumission dans le délai alloué.
<input type="checkbox"/>	Le projet ci-dessus mentionné ne se situe pas dans notre secteur d'activités. Notre domaine de spécialisation se rapprochant le plus de votre demande est : <i>(spécifiez le domaine)</i> _____
<input type="checkbox"/>	Votre demande nous apparaît restrictive en raison des points suivants : <i>(spécifiez)</i> _____
<input type="checkbox"/>	Nos engagements dans d'autres projets ne nous permettent pas d'effectuer le vôtre dans le délai requis.
<input type="checkbox"/>	Le projet ci-dessus mentionné se situe à l'extérieur de notre zone géographique d'opération.
<input type="checkbox"/>	Autres raisons : <i>(expliquez)</i> _____
Nom <i>(en lettres moulées)</i>	_____
Fonction	_____
Adresse	_____
Courriel	_____

Note importante : L'information contenue dans ce questionnaire sert à connaître les raisons ayant mené une entreprise à ne pas présenter de soumission dans le cadre d'un appel d'offres, malgré l'obtention des documents d'appel d'offres. Il est entendu que l'information ne portera pas préjudice à l'entreprise.

Veillez faire parvenir le questionnaire, par courriel, au Représentant du dossier.

AVIS IMPORTANT

Le SOUMISSIONNAIRE doit, pour rendre sa Soumission conforme, compléter le Formulaire de Soumission aux endroits appropriés, le retourner dans son intégralité en plus de compléter et joindre tout autre document requis en annexe. Tout document du SOUMISSIONNAIRE qui n'est pas requis par le DONNEUR D'ORDRE est réputé ne pas faire partie de la Soumission.

APPEL D'OFFRES - SERVICES

FORMULAIRE DE SOUMISSION

NO 1000262

**Service de navette fluviale entre Pointe-aux-Trembles et le Vieux-Port de
Montréal**

(Services de nature technique)

Nom du Soumissionnaire

(_____)



TABLE DES MATIÈRES

		PAGE
	PRÉAMBULE	4
0.00	INTERPRÉTATION	5
1.00	OBJET.	5
2.00	PRIX PROPOSÉ.....	5
2.01	Prix de base.....	5
2.02	Ajustement.....	5
3.00	MODALITÉS DE PAIEMENT	5
4.00	SÛRETÉS	5
4.01	Garantie de soumission.....	5
4.02	Garantie d'exécution	6
5.00	ATTESTATIONS RÉCIPROQUES	6
6.00	ATTESTATIONS DU DONNEUR D'ORDRE	6
7.00	ATTESTATIONS DU SOUMISSIONNAIRE	6
8.00	OBLIGATION(S) RÉCIPROQUE(S)	6
9.00	OBLIGATIONS DU DONNEUR D'ORDRE.....	6
10.00	OBLIGATIONS DU SOUMISSIONNAIRE.....	7
11.00	DISPOSITIONS PARTICULIÈRES	7
12.00	DISPOSITIONS GÉNÉRALES	7
13.00	RETRAIT DE LA SOUMISSION.....	7
14.00	ENTRÉE EN VIGUEUR.....	7
15.00	DURÉE.	7
16.00	PORTÉE.....	7

LISTE DES ANNEXES

Note: Les annexes sont numérotées en fonction de la clause à laquelle elles se rapportent.

PAGE

ANNEXE 2.00 - BORDEREAU DE PRIX	9
ANNEXE 4.01 - CAUTIONNEMENT DE SOUMISSION/ CHÈQUE CERTIFIÉ/ MANDAT/ TRAITE/ LETTRE DE GARANTIE IRRÉVOCABLE.....	10
ANNEXE 7.00 - EXEMPLAIRE(S) SUPPLÉMENTAIRE(S) SOUS FORMAT ÉLECTRONIQUE ...	11
ANNEXE 7.00 - ATTESTATION D'INTÉGRITÉ	12
ANNEXE 7.00 - AUTORISATION DE CONTRACTER DE L'AMP	15
ANNEXE 7.00 - DÉCLARATION DE DISPONIBILITÉ ET DESCRIPTION DES BATEAUX.....	16

FORMULAIRE DE SOUMISSION se rapportant à l'Appel d'Offres n° 1000262.

PRÉSENTÉ PAR :

Nom du

SOUMISSIONNAIRE : _____

Adresse : _____

Ville : _____ **Code postal :** _____

Téléphone : _____ **Télécopieur :** _____

Site internet : _____

Numéro d'entreprise (NEQ) : _____

TPS/TVH : _____ **TVQ :** _____

STATUT JURIDIQUE

<input type="checkbox"/> Entreprise individuelle	<input type="checkbox"/> Personne physique n'exploitant pas une entreprise individuelle	
<input type="checkbox"/> Société en nom collectif	<input type="checkbox"/> Société en commandite	
<input type="checkbox"/> Société en participation (Coentreprise ou regroupement) (Joindre <u>obligatoirement</u> la liste des membres)		
<input type="checkbox"/> Société par actions	<input type="checkbox"/> Régime fédéral	
	<input type="checkbox"/> Régime provincial	<input type="checkbox"/> Québec
		<input type="checkbox"/> Autre (préciser) : _____

Nom du représentant : _____

Titre : _____

Courriel : _____

Téléphone : _____

Télécopieur : _____

CI-APRÈS DÉNOMMÉ LE « SOUMISSIONNAIRE »

PRÉAMBULE

Le SOUMISSIONNAIRE déclare ce qui suit :

A) il a pris connaissance des Documents d'Appel d'Offres se rapportant à l'Appel d'Offres émis par le DONNEUR D'ORDRE;

B) en réponse à cet Appel d'Offres, il soumet la proposition qui suit.

0.00 INTERPRÉTATION

Sous réserve des adaptations nécessaires, les dispositions d'interprétation du Formulaire de Soumission sont les mêmes que celles qui apparaissent aux sections 0.00 des Documents d'Appel d'Offres.

1.00 OBJET

En réponse à la demande de soumission de la part du DONNEUR D'ORDRE dans le cadre de l'Appel d'Offres, le SOUMISSIONNAIRE dépose par la présente son offre de contracter à l'intention du DONNEUR D'ORDRE, conforme à ses exigences, contenant tous les éléments d'information demandés par ce dernier visant à compléter le Contrat, étant entendu que, sur acceptation de celle-ci par le DONNEUR D'ORDRE, les deux parties deviennent liées par ce dernier sans autre avis ni formalité.

2.00 PRIX PROPOSÉ

2.01 Prix de base

Le SOUMISSIONNAIRE déclare avoir pris connaissance des Documents d'Appel d'Offres ainsi que tout Addenda s'y rapportant et être en mesure d'établir à la lumière de son contenu un prix pour les Services recherchés, lequel prix prend en compte les inclusions et exclusions, le cas échéant, indiquées dans les Documents d'Appel d'Offres. Le prix offert au DONNEUR D'ORDRE est présenté dans le Bordereau de Prix reproduit à l'annexe 2.00 des présentes.

2.02 Ajustement

Le(s) prix énoncé(s) est (sont) sujet(s) aux ajustements indiqués aux Documents d'Appel d'Offres, le cas échéant.

3.00 MODALITÉS DE PAIEMENT

Le SOUMISSIONNAIRE prend acte des modalités de paiement indiquées à la section 3.00 du Contrat et s'en déclare satisfait.

4.00 SÛRETÉS

4.01 Garantie de soumission

Tel que requis par les Documents d'Appel d'Offres, le SOUMISSIONNAIRE joint en annexe 4.01, la garantie de soumission suivante :

- ☐ Chèque certifié
- ☐ Mandat-poste
- ☐ Traite bancaire

- ☐ Cautionnement de soumission
- ☐ Lettre de garantie irrévocable

4.02 Garantie d'exécution

Le SOUMISSIONNAIRE prend acte qu'aucune garantie d'exécution n'est requise par les Documents d'Appel d'Offres.

5.00 ATTESTATIONS RÉCIPROQUES

Le SOUMISSIONNAIRE prend acte des attestations réciproques indiquées à la section 5.00 de la Régie de l'Appel d'Offres et des attestations réciproques indiquées à la section 5.00 du Contrat et s'en déclare satisfait.

6.00 ATTESTATIONS DU DONNEUR D'ORDRE

Le SOUMISSIONNAIRE prend acte des attestations du DONNEUR D'ORDRE indiquées à la section 6.00 de la Régie de l'Appel d'Offres et des attestations du DONNEUR D'ORDRE indiquées à la section 6.00 du Contrat et s'en déclare satisfait.

7.00 ATTESTATIONS DU SOUMISSIONNAIRE

Le SOUMISSIONNAIRE prend acte des attestations du SOUMISSIONNAIRE indiquées à la section 7.00 de la Régie de l'Appel d'Offres et des attestations de l'ADJUDICATAIRE indiquées à la section 7.00 du Contrat et s'en déclare satisfait. Il produit en annexe des présentes, tel qu'exigé par les Documents d'Appel d'Offres, les documents suivants dont il atteste de l'exactitude, à savoir :

- a) le Bordereau de Prix;
- b) le formulaire Attestation d'Intégrité;
- c) lorsque requis en vertu de la clause Autorisation de contracter de la Régie, l'autorisation émise par l'Autorité des marchés publics (AMP);
- d) la garantie de soumission;
- e) la déclaration de disponibilité et la description des bateaux.

8.00 OBLIGATION(S) RÉCIPROQUE(S)

Le SOUMISSIONNAIRE prend acte des obligations réciproques indiquées à la section 8.00 de la Régie de l'Appel d'Offres et des obligations réciproques indiquées à la section 8.00 du Contrat et s'en déclare satisfait, en plus de s'engager à les respecter.

9.00 OBLIGATIONS DU DONNEUR D'ORDRE

Le SOUMISSIONNAIRE prend acte des obligations du DONNEUR D'ORDRE indiquées à la section 9.00 de la Régie de l'Appel d'Offres et des obligations du DONNEUR D'ORDRE indiquées à la section 9.00 du Contrat et s'en déclare satisfait.

10.00 OBLIGATIONS DU SOUMISSIONNAIRE

Le SOUMISSIONNAIRE prend acte des obligations du SOUMISSIONNAIRE indiquées à la section 10.00 de la Régie de l'Appel d'Offres et des obligations de l'ADJUDICATAIRE indiquées à la section 10.00 du Contrat et s'en déclare satisfait, en plus de s'engager à les respecter.

11.00 DISPOSITIONS PARTICULIÈRES

Le SOUMISSIONNAIRE prend acte des dispositions particulières indiquées à la section 11.00 de la Régie de l'Appel d'Offres et des dispositions particulières indiquées à la section 11.00 du Contrat et s'en déclare satisfait, en plus de s'engager à les respecter.

12.00 DISPOSITIONS GÉNÉRALES

Le SOUMISSIONNAIRE prend acte des dispositions générales indiquées à la section 12.00 de la Régie de l'Appel d'Offres et des dispositions générales indiquées à la section 12.00 du Contrat et s'en déclare satisfait, en plus de s'engager à les respecter.

13.00 RETRAIT DE LA SOUMISSION

Le SOUMISSIONNAIRE reconnaît que sa Soumission constitue, à compter de l'ouverture des Soumissions, une offre irrévocable de contracter et qu'il ne peut plus retirer celle-ci. Si sa Soumission est acceptée et qu'il refuse d'honorer ses obligations en vertu du Contrat, le DONNEUR D'ORDRE peut, outre l'exécution des garanties (sûretés), lui réclamer des dommages-intérêts.

14.00 ENTRÉE EN VIGUEUR

La Soumission entre en vigueur à compter de son ouverture aux lieu et date indiqués dans les Documents d'Appel d'Offres.

15.00 DURÉE

La Soumission demeure en vigueur tant que sa durée de validité prévue à la Régie de l'Appel d'Offres n'est pas expirée ou tant que l'Appel d'Offres n'est pas annulé selon la première des deux éventualités à survenir.

16.00 PORTÉE

La Soumission constitue une acceptation formelle du Contrat par le SOUMISSIONNAIRE, lorsque requise par le DONNEUR D'ORDRE, étant entendu qu'une fois acceptée par ce dernier, elle devient partie du Contrat auquel le SOUMISSIONNAIRE adhère, sans réserve, à toutes fins que de droit.

EN FOI DE QUOI, LE SOUMISSIONNAIRE, PAR L'ENTREMISE DE SON REPRÉSENTANT DÛMENT AUTORISÉ, A SIGNÉ CETTE SOUMISSION AUX FINS DE CONFORMITÉ DE CELLE-CI ET EN GUISE D'ADHÉSION AU CONTRAT.

LE SOUMISSIONNAIRE :

(Nom en lettres moulées)

Représenté par :

(Nom en lettres moulées)

(Signature)

(Fonction en lettres moulées)

Date : _____

Lieu : _____

IMPORTANT

L'absence de signature constitue un cas de non-conformité d'une Soumission.

ANNEXE 2.00 - BORDEREAU DE PRIX

- **Titre** : Service de navette fluviale entre Pointe-aux-Trembles et le Vieux-Port de Montréal

- **Numéro** : 1000262

SERVICES LIVRABLES	NOMBRE ESTIMÉ ⁽¹⁾ (Heures/jours/années)	TAUX (Horaire/journalier/Hebdo.)	SOUS-TOTAL
PRIX (considérés pour l'application de la règle d'adjudication)			
Service hebdomadaire de navette fluviale pour sept jours consécutifs ^(a)	10 semaines	x _____ \$ / semaine	= \$
Trajet supplémentaire ^(b)	20 trajets	x _____ \$ / trajet	= \$
TOTAL (avant taxes) :			

(a) Toute prestation de service inférieure à une semaine sera facturée au prorata du coût hebdomadaire.
Exemple : pour un service de 66 jours, la facturation sera de 9 semaines (63 jours) + 3/7 du prix hebdomadaire.

(b) Un trajet supplémentaire, en sus de l'horaire prédéfini, pourrait être demandé advenant un excédent de passagers ou pour toute autre raison. Un trajet équivaut à un déplacement dans un sens seulement.

Nom du soumissionnaire :

(En lettres moulées)

⁽¹⁾ Sauf indication contraire dans les Documents d'Appels d'Offres, les quantités estimées sont indiqués afin de calculer le plus bas prix et ne représentent nullement un engagement de la part du donneur d'ordre.

**ANNEXE 4.01 - CAUTIONNEMENT DE SOUMISSION/ CHÈQUE CERTIFIÉ/ MANDAT/
TRAITE/ LETTRE DE GARANTIE IRRÉVOCABLE**

(Le SOUMISSIONNAIRE doit insérer ici le cautionnement de soumission, le chèque certifié, le mandat, la traite ou la lettre de garantie irrévocable)

ANNEXE 7.00 - EXEMPLAIRE(S) SUPPLÉMENTAIRE(S) SOUS FORMAT ÉLECTRONIQUE

Le SOUMISSIONNAIRE doit fournir UNE (1) clé USB contenant une copie électronique identique de l'exemplaire original papier de toute sa Soumission.

ANNEXE 7.00 - ATTESTATION D'INTÉGRITÉ

Titre : Service de navette fluviale entre Pointe-aux-Trembles et le Vieux-Port de Montréal
Numéro : 1000262

Je, soussigné(e),

(Prénom et nom du/de la représentant(e) dûment autorisé(e) du SOUMISSIONNAIRE)

(Titre du/de la représentant(e) dûment autorisé(e) du SOUMISSIONNAIRE)

en tant que représentant(e) dûment autorisé(e) du SOUMISSIONNAIRE et en rapport avec la Soumission déposée par le SOUMISSIONNAIRE suite à l'Appel d'Offres susvisé,

ATTESTE QUE :

1. Je suis dûment autorisé(e) par le SOUMISSIONNAIRE à signer la présente attestation.
2. Tous les individus dont le nom apparaît sur la Soumission à titre de signataire ont été autorisés par le SOUMISSIONNAIRE à établir le contenu de celle-ci et à la signer au nom du SOUMISSIONNAIRE.
3. À l'exception de discussions en vue d'un sous-contrat éventuel entre le SOUMISSIONNAIRE et une tierce partie pour les seules fins de l'Appel d'Offres, ou de la signature d'un tel sous-contrat, le SOUMISSIONNAIRE a établi la Soumission sans collusion et sans avoir établi d'entente ou d'arrangement avec un concurrent, notamment, sans pour autant limiter la généralité de ce qui précède, quant :
 - a) aux prix;
 - b) aux méthodes, aux facteurs ou aux formules utilisées (e)s pour établir les prix;
 - c) à la décision de déposer, de ne pas déposer ou de retirer une Soumission; ou
 - d) au dépôt intentionnel d'une Soumission qui ne répond pas aux spécifications de l'Appel d'Offres.

Aux fins de la présente attestation et de la Soumission, je comprends que le mot « concurrent » s'entend de tout individu ou Personne, autre que le SOUMISSIONNAIRE, qu'elle soit ou non une Personne Liée à celui-ci :

- a) qui a été invitée à déposer une Soumission; ou
 - b) qui pourrait éventuellement déposer une Soumission en réponse à l'Appel d'Offres compte tenu de ses qualifications, de ses habiletés ou de son expérience.
4. Le contenu de la Soumission n'a pas été et ne sera pas intentionnellement divulgué par le SOUMISSIONNAIRE, directement ou indirectement, à tout tiers autre qu'un sous-traitant éventuel du SOUMISSIONNAIRE n'ayant pas lui-même déposé, ou n'ayant pas l'intention de déposer, une soumission suite à l'Appel d'Offres, dans un cas où l'Appel d'Offres permet la sous-traitance.

-
5. Le SOUMISSIONNAIRE ne retiendra pas les services d'un dirigeant ou employé du DONNEUR D'ORDRE ou de tout autre individu ayant participé à l'élaboration ou au suivi de l'Appel d'Offres avec l'intention que ce dirigeant, cet employé ou cette personne travaille à l'exécution des obligations du SOUMISSIONNAIRE dans l'éventualité où celui-ci serait l'ADJUDICATAIRE.
6. À moins que le SOUMISSIONNAIRE n'ait obtenu de l'Autorité des marchés financiers du Québec une autorisation de contracter ou de sous-contracter avec un organisme public qui demeure valide, auquel cas le présent paragraphe peut être exclu de l'Attestation d'Intégrité, à ma connaissance personnelle, et après une vérification rigoureuse, ni le SOUMISSIONNAIRE, ni aucun de ses dirigeants, administrateurs, employés affectés à l'exécution du Contrat ou Personne Liée au SOUMISSIONNAIRE, n'a, dans les cinq années précédant la date limite fixée pour la réception des Soumissions, plaidé coupable, été déclaré coupable ou tenu responsable, en vertu d'un jugement définitif de :
- a) collusion;
 - b) manœuvres frauduleuses; ou
 - c) toute infraction énumérée à l'Annexe 1 de la *Loi sur les contrats des organismes publics* (RLRQ, c. C-65.1).
7. Ni le SOUMISSIONNAIRE, ni aucun de ses dirigeants, administrateurs, employés ou des Personnes Liées ne s'est livré(e) à des gestes d'intimidation, de trafic d'influence ou de corruption.
8. Ni le SOUMISSIONNAIRE, ni aucun de ses dirigeants, administrateurs, employés ou des Personnes Liées n'a communiqué ou tenté de communiquer avec tout individu participant au processus d'attribution du Contrat ou, le cas échéant, avec un membre du comité de sélection, autre que le Représentant du Dossier, afin d'exercer une influence ou d'obtenir des renseignements relativement à l'Appel d'Offres.
9. Le SOUMISSIONNAIRE et moi-même, ni aucun des dirigeants, administrateurs, employés ou Personnes Liées au SOUMISSIONNAIRE, n'a fait ou offert aucun don, paiement, offre, rémunération contrepartie ou avantage à un dirigeant, administrateur, employé ou mandataire du DONNEUR D'ORDRE de façon contraire à tout code d'éthique et de déontologie applicable à un tel dirigeant, administrateur, employé ou mandataire du DONNEUR D'ORDRE.
10. Le SOUMISSIONNAIRE n'est impliqué dans aucune autre situation susceptible de compromettre l'impartialité et l'objectivité du processus d'Appel d'Offres et de gestion du Contrat.
11. À ma connaissance personnelle, et après une vérification rigoureuse, l'implication du SOUMISSIONNAIRE dans le processus d'Appel d'Offres n'est pas susceptible de placer un membre du comité de sélection ou le Représentant du Dossier dans une situation de conflit d'intérêts.

Je reconnais et comprends ce qui suit :

12. Si le DONNEUR D'ORDRE a des motifs de croire, malgré la présente attestation, qu'il y a eu plaidoyer ou déclaration de culpabilité à l'égard d'un acte criminel ou d'une infraction visée au paragraphe 6 ci-haut, le Contrat et toute commande adjugée à l'ADJUDICATAIRE dans l'ignorance de ce fait pourra être résilié ou suspendu le par DONNEUR D'ORDRE sans préavis ni compensation, et des poursuites en dommages-intérêts pourront être intentées contre l'ADJUDICATAIRE et tout individu ou Personne ayant pris part à une dissimulation ou une déclaration fausse, mensongère ou trompeuse.

-
13. Dans l'éventualité où l'ADJUDICATAIRE, ou une Personne Liée à celui-ci, serait déclaré(e) ou plaiderait coupable, en cours d'exécution du Contrat ou d'une commande résultant de la Soumission, d'un acte criminel ou d'une infraction visé(e) au paragraphe 10 ci-haut, le Contrat ou la commande pourra être résilié(e) ou suspendu(e) par le DONNEUR D'ORDRE sans préavis ni compensation.
14. Si le DONNEUR D'ORDRE a des motifs raisonnables de croire que des communications d'influence non conformes à la *Loi sur la transparence et l'éthique en matière de lobbyisme* (RLRQ, c. T-11.011) et au *Code de déontologie des lobbyistes* (RLRQ, c. T-11.011, r. 0.2) ont eu lieu en rapport avec une Soumission ou l'adjudication du Contrat ou d'une commande en découlant, une copie de la présente attestation pourra être transmise par le DONNEUR D'ORDRE au Commissaire au lobbyisme du Québec.
15. L'absence de signature sur la présente attestation peut entraîner la non-conformité de la Soumission.
16. Les déclarations faites dans la présente attestation sont vraies, complètes et exactes à tous égards, et la Soumission pourrait être rejetée si les déclarations contenues à la présente attestation ne sont pas vraies, complètes et exactes à tous égards. De plus, le SOUMISSIONNAIRE pourrait être déclarée inhabile à soumissionner pour une période n'excédant pas deux ans.
17. La présente attestation peut être utilisée à des fins judiciaires.
18. J'ai lu et je comprends la présente attestation

EN FOI DE QUOI, j'ai signé et daté la présente attestation, comme suit :

(Signature)

(Prénom et nom complets en lettres moulées ou dactylographiées)

(Date)

ANNEXE 7.00 - AUTORISATION DE CONTRACTER DE L'AMP

(Ou preuve du dépôt de la demande d'autorisation à l'AMP, lorsque requis)

ANNEXE 7.00 - DÉCLARATION DE DISPONIBILITÉ ET DESCRIPTION DES BATEAUX

Titre : Service de navette fluviale entre Pointe-aux-Trembles et le Vieux-Port de Montréal

Numéro : 1000262

Je, soussigné(e),

(Prénom et nom du/de la représentant(e) dûment autorisé(e) du SOUMISSIONNAIRE)

(Titre du/de la représentant(e) dûment autorisé(e) du SOUMISSIONNAIRE)

en tant que représentant(e) dûment autorisé(e) du SOUMISSIONNAIRE et en rapport avec la Soumission déposée par le SOUMISSIONNAIRE suite à l'Appel d'Offres susvisé,

DÉCLARE QUE :

1. Le SOUMISSIONNAIRE a ou aura, durant tout le terme du Contrat, l'usage exclusif des deux (2) bateaux ci-après décrits, en vertu de droits de propriété, locatifs, d'usufruit ou d'usage.
2. Les bateaux visés par la présente déclaration, et leurs caractéristiques respectives, sont les suivants :

Bateau numéro 1

Nom	
Numéro matricule au Registre canadien d'immatriculation des bâtiments	
Nom du propriétaire	
Année de construction ou de reconstruction	
Date d'expiration du certificat délivré par Transports Canada	
Capacité (selon le certificat délivré par Transports Canada)	
Date de la dernière inspection par Transports Canada	
Nom de l'assureur, numéro du contrat d'assurance et date d'expiration de la couverture	

Bateau numéro 2

Nom	
Numéro matricule au Registre canadien d'immatriculation des bâtiments	
Nom du propriétaire	
Année de construction ou de reconstruction	
Date d'expiration du certificat délivré par Transports Canada	
Capacité (selon le certificat délivré par Transports Canada)	
Date de la dernière inspection par Transports Canada	
Nom de l'assureur, numéro du contrat d'assurance et date d'expiration de la couverture	

3. Le plus récent certificat d'inspection de chacun des bateaux, délivré par Transports Canada, est joint à la présente déclaration.

Je reconnais et comprends ce qui suit :

4. L'absence de signature sur la présente déclaration peut entraîner la non-conformité de la Soumission.
5. La présente déclaration est vraie, complète et exacte à tous égards, et la Soumission pourrait être rejetée si les déclarations contenues à la présente déclaration ne sont pas vraies, complètes et exactes à tous égards.
6. J'ai lu et je comprends la présente attestation

EN FOI DE QUOI, j'ai signé et daté la présente déclaration, comme suit :

(Signature)

(Prénom et nom complets en lettres moulées ou dactylographiées)

(Date)

N'OUBLIEZ PAS DE JOINDRE LE PLUS RÉCENT CERTIFICAT D'INSPECTION DE CHACUN DES DEUX BATEAUX.

APPEL D'OFFRES - SERVICES

CONTRAT

NO 1000262

**Service de navette fluviale entre Pointe-aux-Trembles et le Vieux-Port de
Montréal**

(Services de nature technique)



TABLE DES MATIÈRES

PAGE

	PRÉAMBULE	7
0.00	INTERPRÉTATION	7
0.01	Terminologie.....	8
0.01.01	Appel d'Offres	8
0.01.02	Avis d'Adjudication.....	8
0.01.03	Bon de Commande	8
0.01.04	Bordereau de Prix	8
0.01.05	Changement de Contrôle	8
0.01.06	Charge	9
0.01.07	Contrat.....	9
0.01.08	Devis.....	9
0.01.09	Documents Contractuels.....	9
0.01.10	Documents d'Appel d'Offres	9
0.01.11	Échéancier	9
0.01.12	Formulaire de Soumission.....	10
0.01.13	Information Confidentielle	10
0.01.14	Loi	10
0.01.15	Manquement.....	11
0.01.16	PARTIE.....	11
0.01.17	Personne	11
0.01.18	Personne Liée	11
0.01.19	Propriété Intellectuelle	11
0.01.20	Régie de l'Appel d'Offres	11
0.01.21	Règlement sur la Gestion Contractuelle.....	11
0.01.22	Ressources Clés.....	12
0.01.23	Services	12
0.01.24	Soumission	12
0.02	Références financières	12
0.03	Primauté.....	12
0.04	Droit applicable	13
0.05	Généralités	13
0.05.01	Dates et délais.....	13
a)	De rigueur	13
b)	Calcul	13
0.05.02	Consentement	13
1.00	OBJET.	13
2.00	CONTREPARTIE	13
2.01	Prix.....	14
3.00	MODALITÉS DE PAIEMENT	14
3.01	Facturation	14
3.01.01	Modalités de facturation.....	14
3.02	Paiement	14

3.03	Vérification	15
3.04	Lieu	15
4.00	SÛRETÉS	15
5.00	ATTESTATIONS RÉCIPROQUES	15
6.00	ATTESTATIONS DU DONNEUR D'ORDRE	15
7.00	ATTESTATIONS DE L'ADJUDICATAIRE.....	15
7.01	Capacité	15
7.02	Conflits de travail	15
7.03	Autorisations	16
7.04	Ressources	16
7.05	Divulgateion	16
8.00	OBLIGATION(S) RÉCIPROQUE(S)	16
8.01	Information Confidentielle	16
8.01.01	Engagement	16
8.01.02	Fin du Contrat.....	17
9.00	OBLIGATIONS DU DONNEUR D'ORDRE.....	17
9.01	Représentant désigné du DONNEUR D'ORDRE.....	17
9.02	Quantité.....	17
9.03	Bon de Commande	17
9.04	Coopération.....	17
9.05	Non-exclusivité.....	17
9.06	Vérification	17
9.07	Exonération de responsabilité.....	18
10.00	OBLIGATIONS DE L'ADJUDICATAIRE	18
10.01	Assurance.....	18
10.01.01	Responsabilité civile générale	18
10.01.02	Autres assurances	18
10.01.03	Étendue de la responsabilité	19
10.02	Collaboration	19
10.03	Exécution complète	19
10.04	Respect.....	19
10.05	Règlement sur la Gestion Contractuelle	19
10.06	Conflits d'intérêts	19
10.06.01	Engagement d'éviter	19
10.06.02	Avis	19
10.07	Liens d'affaires	19
10.08	Quantité.....	20
10.09	Reddition de compte	20
10.10	Conduite.....	20
10.11	Autorisation de contracter.....	20
10.11.01	Maintien	20
10.11.02	Contrat ou sous-contrat non soumis au seuil	21
10.12	Attestation de la CNESST	21
10.13	Ressources humaines	21
10.13.01	Autorité.....	21

10.13.02	Port des équipements de protection individuelle.....	21
10.13.03	Personnel affecté	21
10.13.04	Ressources Clés.....	22
10.13.05	Remplacement forcé.....	22
10.13.06	Coûts.....	22
10.13.07	Non-sollicitation.....	22
a)	Ancien ou actuel employé.....	22
b)	Participant à l'Appel d'Offres.....	22
10.14	Sous-contrat	23
10.15	Propriété Intellectuelle.....	23
10.15.01	Cession.....	23
10.15.02	Limite	23
10.15.03	Respect.....	23
10.16	Exonération de responsabilité.....	23
10.17	Indemnisation	23
11.00	DISPOSITIONS PARTICULIÈRES	24
11.01	Cession.....	24
11.01.01	Interdiction	24
11.01.02	Inopposabilité	24
11.01.03	Exception.....	24
11.02	Relations entre les PARTIES.....	24
11.02.01	Entrepreneurs indépendants	24
11.02.02	Contrôle.....	24
11.02.03	Aucune autorité	25
11.03	Force majeure	25
11.03.01	Exonération de responsabilité	25
11.03.02	Prise de mesures adéquates	25
11.03.03	Droit de l'autre PARTIE	25
11.04	Recours	25
11.05	Évaluation de la performance	26
12.00	DISPOSITIONS GÉNÉRALES	26
12.01	Avis.....	26
12.02	Résolution des différends.....	26
12.03	Élection	26
12.04	Modification	26
12.05	Non-renonciation	26
12.06	Transmission électronique	26
13.00	FIN DU CONTRAT.....	27
13.01	De gré à gré.....	27
13.02	Sans préavis	27
13.03	Avec préavis	27
13.04	Changement de Contrôle	28
13.05	Effet de la résiliation.....	28
14.00	ENTRÉE EN VIGUEUR.....	28
15.00	DURÉE.	28
15.01	Expiration	28

15.02	Non-reconduction	28
15.03	Survie	28
16.00	PORTÉE	28

LISTE DES ANNEXES

Note: Les annexes sont numérotées en fonction de la clause à laquelle elles se rapportent.

PAGE

ANNEXE 0.01.08 - DEVIS.....30

CONTRAT DE SERVICES intervenu en la ville de Montréal, province de Québec, Canada.

ENTRE:

Autorité régionale de transport métropolitain (Autorité), personne morale de droit public dûment instituée selon la *Loi sur l'Autorité régionale de transport métropolitain* (RLRQ, chapitre A-33.3), ayant son siège au 700, rue De La Gauchetière Ouest, bureau 400, en la ville de Montréal, province de Québec, H3B 5M2;

CI-APRÈS DÉNOMMÉE LE « DONNEUR D'ORDRE » ou L'« ARTM » ou L'« AUTORITÉ »;

ET:

L'ADJUDICATAIRE dûment identifié dans l'Avis d'Adjudication émis conformément aux modalités de l'appel d'offres portant le numéro 1000262 s'y rapportant;

CI-APRÈS DÉNOMMÉE L'« ADJUDICATAIRE »;

CI-APRÈS COLLECTIVEMENT DÉNOMMÉS LES « PARTIES ».

PRÉAMBULE

LES PARTIES DÉCLARENT CE QUI SUIT :

- A) Le **DONNEUR D'ORDRE** est une personne morale de droit public ayant pour mission de planifier, développer, soutenir et faire la promotion du transport collectif sur l'ensemble du territoire de la grande région métropolitaine de Montréal;
- B) L'Appel d'Offres n° 1000262, se rapportant au Service de navette fluviale entre Pointe-aux-Trembles et le Vieux-Port de Montréal, a été lancé par le **DONNEUR D'ORDRE**;
- C) Cet Appel d'Offres faisait référence à un Contrat entre les **PARTIES**;
- D) L'**ADJUDICATAIRE** a répondu à cet Appel d'Offres et a présenté à cette fin une soumission conforme aux exigences fixées à cet égard dans l'Appel d'Offres;
- E) La soumission présentée par l'**ADJUDICATAIRE** a été retenue aux fins d'adjudication du Contrat;
- F) Les modalités des droits et obligations découlant de cet Appel d'Offres sont consignées dans le présent document.

À CES FINS, LES PARTIES CONVIENNENT CE QUI SUIT :

0.00

INTERPRÉTATION

0.01 Terminologie

À moins d'indication contraire dans le texte, les mots et expressions commençant par une majuscule qui apparaissent dans le Contrat, ou dans toute annexe ou documentation subordonnée à celui-ci, s'interprètent comme suit, étant entendu que les interprétations qui suivent prévalent dans le cadre du Contrat sur toutes autres interprétations prévues ailleurs aux Documents d'Appel d'Offres :

0.01.01 Appel d'Offres

désigne l'appel d'offres n° 1000262, se rapportant au Service de navette fluviale entre Pointe-aux-Trembles et le Vieux-Port de Montréal;

0.01.02 Avis d'Adjudication

désigne tout écrit par lequel le DONNEUR D'ORDRE confirme au SOUMISSIONNAIRE qu'il est l'ADJUDICATAIRE du Contrat et donc, que le Contrat est formé entre les PARTIES;

0.01.03 Bon de Commande

désigne un écrit émanant du DONNEUR D'ORDRE, assujetti au Contrat, par lequel ce dernier place une commande de Services auprès de l'ADJUDICATAIRE;

0.01.04 Bordereau de Prix

désigne le document faisant partie du Formulaire de Soumission prescrit par le DONNEUR D'ORDRE et utilisé par le SOUMISSIONNAIRE pour proposer son prix, lequel peut aussi inclure une description des Services à être fournis qui équivaut au Devis;

0.01.05 Changement de Contrôle

signifie, relativement à l'ADJUDICATAIRE, lorsque celui-ci a le statut d'une personne morale, un des événements suivants :

- a) l'acquisition directe ou indirecte par une Personne de titres d'une telle personne morale représentant plus de CINQUANTE POUR CENT (50%) des droits de vote de cette dernière;
- b) une entente portant sur la vente ou la disposition de tous ou de substantiellement tous les actifs de la personne morale;
- c) une réorganisation de la personne morale menant au transfert des droits conférés par le Contrat à une Personne Liée;
- d) une fusion impliquant la personne morale; ou
- e) l'approbation par les actionnaires de la personne morale d'un plan pour la liquidation complète de cette dernière.

0.01.06 Charge

désigne une cause légitime de préférence, un démembrement du droit de propriété, une modalité de la propriété, une restriction à l'exercice du droit de disposer et une sûreté conventionnelle ou légale;

0.01.07 Contrat

désigne l'entente entre les PARTIES dont les modalités apparaissent au présent document incluant le préambule et ses annexes, ainsi que toute documentation subordonnée à celui-ci, notamment la Soumission. Les expressions « des présentes », « aux présentes », « en vertu des présentes » et « par les présentes » et toute autre expression semblable, lorsqu'elles sont utilisées dans le présent document, font généralement référence à l'ensemble du document plutôt qu'à une partie de celui-ci, à moins d'indication contraire dans le texte;

0.01.08 Devis

désigne le document, émanant du DONNEUR D'ORDRE, servant à décrire les Services à être fournis, ou le Bordereau de Prix, lorsque celui-ci est le seul à contenir cette information;

0.01.09 Documents Contractuels

désigne l'ensemble de la documentation composée notamment des Documents d'Appel d'Offres et du Formulaire de Soumission;

0.01.10 Documents d'Appel d'Offres

désigne l'ensemble de la documentation produite par le DONNEUR D'ORDRE aux fins de l'Appel d'Offres ou, lorsque le sens du texte l'exige, un ou plusieurs des documents visés par une disposition spécifique; sans limiter la généralité de ce qui précède, ces documents incluant leurs annexes comprennent:

- a) l'Avis d'Appel d'Offres;
- b) la Régie de l'Appel d'Offres;
- c) le Formulaire de Soumission non signé;
- d) le Contrat;
- e) le Devis;
- f) le Règlement sur la Gestion Contractuelle;
- g) tous les Addenda émis par le DONNEUR D'ORDRE;

0.01.11 Échéancier

désigne l'échéancier de la fourniture des Services;

0.01.12 Formulaire de Soumission

désigne, relativement au Contrat, le document dûment complété, signé et déposé par l'ADJUDICATAIRE pour soumettre sa Soumission relativement à l'Appel d'Offres, subséquentement accepté par le DONNEUR D'ORDRE, conformément à la procédure prévue aux Documents d'Appel d'Offres, incluant toutes ses annexes dont, notamment, le Bordereau de Prix;

0.01.13 Information Confidentielle

désigne toute information commerciale, technique, scientifique, financière, juridique, personnelle ou autre, divulguée par une PARTIE émettrice, se rapportant à ses activités commerciales, ses stratégies et opportunités d'affaires, sa Propriété Intellectuelle, ainsi que ses fournisseurs, clients, finances ou employés qui, au moment de la divulgation, est identifiée comme étant confidentielle, divulguée dans un contexte de confidentialité ou comprise par la PARTIE réceptrice faisant preuve d'un jugement d'affaires raisonnable, comme étant confidentielle, étant entendu que les informations suivantes doivent être en tout temps confidentielles; tout renseignement personnel au sens des articles 53 et 54 de la *Loi sur l'accès aux documents des organismes publics et sur la protection des renseignements personnels* (RLRQ, c. A-2.1) et tout renseignement confidentiel d'un tiers au sens des articles 23 et 24 de cette loi;

mais ne comprend pas, sous réserve de l'application de la *Loi sur l'accès aux documents des organismes publics et sur la protection des renseignements personnels* (RLRQ, c. A-2.1) :

- a) une information connue par la PARTIE réceptrice, avant la date de sa divulgation;
- b) une information connue du public ou disponible au public avant la date de sa divulgation;
- c) une information qui devient connue du public ou disponible au public après la date de divulgation et qui ne provient pas d'une violation de l'engagement de confidentialité de la part de la PARTIE réceptrice;
- d) une information reçue en tout temps par une Personne qui n'est pas soumise à un engagement de confidentialité, se rapportant à cette information, en faveur de l'une ou l'autre des PARTIES;
- e) une information développée indépendamment par la PARTIE réceptrice.

0.01.14 Loi

désigne une règle de droit applicable dans la province de Québec, qu'il s'agisse d'une juridiction fédérale, provinciale, municipale ou étrangère, une loi, un règlement, une ordonnance, un décret, un arrêté en conseil, une directive ou politique administrative ou autre instrument législatif ou exécutif d'une autorité publique, une règle de droit commun et comprend, lorsque requis, un traité international et un accord interprovincial ou intergouvernemental;

0.01.15 Manquement

désigne, relativement à une attestation, obligation ou autre disposition du Contrat, une fausse déclaration, imprécision, erreur, omission ainsi que tout non-respect, violation, défaut ou autre manquement occasionnant :

- a) une dérogation au Contrat non autorisée par le DONNEUR D'ORDRE;
- b) une réclamation par une Personne; ou
- c) tout autre événement ou situation qui cause préjudice à une Personne;

0.01.16 PARTIE

désigne toute partie réputée signataire du Contrat;

0.01.17 Personne

désigne, selon le cas, un particulier, une société de personnes, une société par actions, une compagnie, une coopérative, une association, un syndicat, une fiducie, un regroupement de personnes ou toute autre organisation possédant ou non une personnalité juridique propre, ainsi que toute autorité publique de juridiction étrangère, fédérale, provinciale, territoriale ou municipale, qui n'est pas partie au Contrat;

0.01.18 Personne Liée

désigne, pour chaque PARTIE, toute personne identifiée à l'article 251(2) de la *Loi de l'impôt sur le Revenu* (L.R.C. (1985), ch.1 (5e suppl.)) ou toute personne qui a un lien de dépendance avec cette PARTIE;

0.01.19 Propriété Intellectuelle

désigne tout actif intangible protégeable contractuellement du type savoir-faire, secret de fabrique, recette et autre actif semblable, ainsi que tout actif intangible protégeable par effet d'une loi canadienne ou étrangère se rapportant aux brevets, droits d'auteur, marques de commerce, dessins industriels, à la topographie de circuits imprimés ou l'obtention végétales et comprend toute demande visant à faire constater un droit de propriété intellectuelle sur un tel actif intangible auprès des autorités publiques;

0.01.20 Régie de l'Appel d'Offres

désigne le document régissant le processus de l'Appel d'Offres et comprenant, sans s'y limiter, les instructions aux SOUMISSIONNAIRES;

0.01.21 Règlement sur la Gestion Contractuelle

désigne le règlement sur la gestion contractuelle adopté par le DONNEUR D'ORDRE conformément à l'article 103.2 de la *Loi sur les sociétés de transport en commun* (RLRQ, c. S-30.01) ou la politique de gestion contractuelle qui est réputée être un règlement sur la gestion contractuelle adopté par le DONNEUR D'ORDRE, dont les

dispositions doivent être observées par ses employés, ses administrateurs, les membres externes de ses différents comités, ainsi que toutes les personnes appelées à contracter avec lui, transmis en annexe des Documents d'Appel d'Offres ou disponible sur le site Internet du DONNEUR D'ORDRE;

0.01.22 Ressources Clés

Toutes les personnes affectées au Contrat pour lesquelles des exigences sont requises aux Documents d'Appel d'Offres, notamment à l'égard de leur expérience ou de leur formation, ou qui sont proposées dans la Soumission.

0.01.23 Services

désigne selon le cas, individuellement ou collectivement, tous les services décrits au Devis, à être fournis par l'ADJUDICATAIRE, incluant les tâches, l'ouvrage et tous les autres services et biens accessoires nécessaires pour assurer leur bonne exécution nonobstant le fait qu'ils n'aient pas été mentionnés spécifiquement au Devis;

0.01.24 Soumission

désigne une offre, ainsi que tous les documents la constituant, déposée au moyen du Formulaire de Soumission, en réponse à l'Appel d'Offres.

0.02 Références financières

À moins d'indication contraire dans les Documents d'Appel d'Offres, tous les prix soumis ou autres sommes d'argent prévues sont en devise canadienne.

0.03 Primauté

En cas de contradiction ou de divergence entre les différents Documents Contractuels, l'ordre de préséance suivant détermine, à moins d'une mention expresse à l'effet contraire, le document qui prévaut :

- a) Le Règlement sur la Gestion Contractuelle du DONNEUR D'ORDRE;
- b) L'Avis d'Adjudication;
- c) Les Addenda émis par le DONNEUR D'ORDRE, le cas échéant;
- d) Le Contrat;
- e) L'annexe du Contrat intitulée « Devis », le cas échéant;
- f) Le Formulaire de Soumission rempli et signé, incluant le Bordereau de Prix;
- g) Tout autre document composant la Soumission et demandé par le DONNEUR D'ORDRE.

Les Documents Contractuels excluent les conditions ou politiques de vente de l'ADJUDICATAIRE.

0.04 Droit applicable

Le Contrat s'interprète et s'exécute conformément aux Lois applicables dans la province de Québec.

0.05 Généralités

0.05.01 Dates et délais

a) De rigueur

Tous les délais et les échéances indiqués dans le Contrat sont de rigueur à moins d'indication contraire dans le texte. Une prolongation ou une modification au Contrat, à moins d'une indication claire à cet effet, ne peut constituer une renonciation à ce qui précède.

b) Calcul

Lors du calcul d'un délai, les règles suivantes s'appliquent :

- i) le jour qui marque le point de départ n'est pas compté, mais celui qui marque l'échéance ou la date limite du délai l'est;
- ii) les jours non ouvrables sont comptés; cependant, lorsque la date d'échéance ou la date limite est un jour non ouvrable (samedi, dimanche ou un jour férié), celle-ci est reportée au premier jour ouvrable suivant; et
- iii) le terme « mois », lorsqu'il est utilisé dans le Contrat, désigne les mois du calendrier.

Si le Contrat fait référence à une date spécifique qui n'est pas un jour ouvrable, l'échéance est reportée au premier jour ouvrable suivant la date spécifique.

0.05.02 Consentement

Lorsque le Contrat prévoit le consentement d'une PARTIE, celui-ci doit, à moins d'indication contraire, faire l'objet d'un écrit.

1.00 OBJET

Sujet au respect des modalités du Contrat, le DONNEUR D'ORDRE retient par la présente les services de l'ADJUDICATAIRE pour la fourniture des Services, ce dernier acceptant, moyennant rémunération, de réaliser ceux-ci selon l'Échéancier et de se conformer aux modalités du Contrat.

2.00 CONTREPARTIE

2.01 Prix

En guise de contrepartie de la fourniture des Services, le DONNEUR D'ORDRE s'engage à payer à l'ADJUDICATAIRE le(s) prix(s) indiqué(s) dans le Bordereau de prix.

3.00 MODALITÉS DE PAIEMENT**3.01 Facturation**

L'ADJUDICATAIRE doit présenter toute facture accompagnée des pièces justificatives requises par le DONNEUR D'ORDRE, qui se réserve le droit de refuser toute facture non conforme à la procédure établie par ce dernier.

3.01.01 Modalités de facturation

La facture doit comporter au minimum les informations suivantes:

- le numéro bon de commande (no.45xxxxxx);
- le numéro et le titre de l'Appel d'Offres;
- la date;
- le nom du représentant de l'Autorité pour le Contrat;
- une description des biens ou services fournis ou des travaux exécutés;
- le prix unitaire ou forfaitaire applicable selon le contrat;
- le montant total facturé.

La facture doit être adressée au Service des Comptes payables de l'Autorité à l'adresse suivante:

Service des Comptes payables
Autorité régionale de transport métropolitain
700, rue De La Gauchetière Ouest, bureau 400
Montréal (Québec), H3B 5M2

Ou par courriel à l'adresse comptesapayer@artm.quebec

Une copie doit aussi être envoyée au responsable du Contrat de l'Autorité, pour approbation.

3.02 Paiement

Sur réception d'une facture couvrant les sommes dues en vertu de la section 2.00 du Contrat, le DONNEUR D'ORDRE s'engage à payer toute facture conforme dans les TRENTÉ (30) jours de sa réception de la manière suivante :

Paiement No 1 : 40% de la valeur du contrat au plus tôt le 2 août 2021;

Paiement No 2 : 40% de la valeur du contrat au plus tôt le 1^{er} septembre 2021;

Paiement No 3 : le solde résiduel, basé sur les prestations réellement fournies, 30 jours après le dernier jour du service, moins la retenue correspondant à la valeur des titres de transport

délivrés, encaissés et conservés par l'ADJUDICATAIRE, moins la valeur à neuf des équipements prêtés par l'Autorité et non retournés par l'ADJUDICATAIRE et/ou moins la valeur des réparations des équipements endommagés prêtés par l'Autorité et retournés par l'ADJUDICATAIRE.

3.03 Vérification

Un paiement fait par le DONNEUR D'ORDRE ne constitue pas une renonciation à son droit de vérifier ultérieurement le bien-fondé de la facture acquittée par un tel paiement. Notamment, le DONNEUR D'ORDRE se réserve le droit de procéder à toute vérification ultérieure des factures déjà acquittées, afin d'assurer la conformité des paiements réclamés et payés par rapport au Contrat.

3.04 Lieu

Tout montant dû, aux termes des présentes, doit être payé à l'ADJUDICATAIRE, à l'adresse indiquée au Formulaire de Soumission, ou de toute autre manière convenue entre les PARTIES.

4.00 SÛRETÉS

Les PARTIES confirment qu'aucune sûreté de quelque sorte que ce soit n'est requise dans le cadre du Contrat.

5.00 ATTESTATIONS RÉCIPROQUES

Chacune des PARTIES atteste qu'elle est une personne morale de droit public ou de droit privé, dûment instituée ou constituée selon le cas, une société ou une personne physique exploitant une entreprise individuelle, ayant respecté toutes ses obligations de publicité légale dans les juridictions où elle possède des actifs ou exploite une entreprise, afin de maintenir son état de conformité et de régularité.

6.00 ATTESTATIONS DU DONNEUR D'ORDRE

Les PARTIES confirment qu'à l'exception des attestations réciproques prévues à la section 5.00, le Contrat ne contient aucune attestation spécifique du DONNEUR D'ORDRE de quelque sorte que ce soit.

7.00 ATTESTATIONS DE L'ADJUDICATAIRE

L'ADJUDICATAIRE atteste ce qui suit :

7.01 Capacité

L'ADJUDICATAIRE possède tous les droits, pouvoirs et autorité requis pour conclure le Contrat et pour respecter les obligations découlant des présentes; aucune restriction d'ordre légal ou contractuel ne peut l'empêcher d'exécuter le Contrat.

7.02 Conflits de travail

L'ADJUDICATAIRE atteste qu'en date des présentes, il n'y a pas de conflit de travail au sein de son entreprise et qu'il ne prévoit pas de conflits de travail impliquant ses salariés pendant la durée entière du Contrat et l'ADJUDICATAIRE n'a pas, à ce jour, connaissance d'événements susceptibles d'engendrer un arrêt de travail, des négociations entre les patrons et les employés concernant les conditions de travail, une grève légale ou illégale, un lock-out ou tout autre conflit au sein de son entreprise.

7.03 Autorisations

L'ADJUDICATAIRE possède tous les permis, licences, enregistrements, certificats, accréditations, attestations ou toutes autres autorisations requis par les autorités publiques en relation avec ses activités, notamment celles découlant des Documents d'Appel d'Offres.

7.04 Ressources

L'ADJUDICATAIRE possède l'expertise et les ressources nécessaires pour fournir les Services et pour respecter l'Échéancier.

7.05 Divulcation

L'ADJUDICATAIRE n'a pas omis de divulguer tout fait ou renseignement important concernant sa situation juridique ou financière, qui aurait eu pour effet de modifier sa capacité d'honorer les engagements contractés ou de désintéresser le DONNEUR D'ORDRE.

8.00 OBLIGATION(S) RÉCIPROQUE(S)

8.01 Information Confidentielle

8.01.01 Engagement

Sujet à la *Loi sur l'accès aux documents des organismes publics et sur la protection des renseignements personnels* (RLRQ, c. A-2.1), les PARTIES reconnaissent par les présentes que toute l'Information Confidentielle divulguée pendant la durée du Contrat demeure la propriété exclusive de la PARTIE divulgatrice et, par conséquent, la PARTIE réceptrice reconnaît que toute divulgation non autorisée de cette Information Confidentielle par l'autre PARTIE peut causer des dommages sérieux à la PARTIE divulgatrice. Conséquemment, la PARTIE réceptrice s'engage envers la PARTIE divulgatrice afin de protéger les intérêts de cette dernière, à :

- a) utiliser l'Information Confidentielle divulguée uniquement aux fins pour lesquelles elle a été divulguée;
- b) ne pas permettre à un tiers d'avoir accès à cette Information Confidentielle sauf dans les cas où une divulgation de celle-ci s'avère nécessaire en vertu d'une loi ou à la réalisation de l'objet du Contrat;
- c) prendre toutes les mesures appropriées, lorsque la divulgation d'Information Confidentielle à un tiers devient nécessaire, afin de protéger la confidentialité de celle-

ci en requérant de la part du tiers un engagement de confidentialité visant à assurer le même régime de protection de cette information que celui prévu aux présentes;

- d) prendre tous les moyens raisonnables appropriés pour limiter l'accès à l'Information Confidentielle.

Sans restreindre la généralité de ce qui précède, en tout temps en cours de Contrat, le DONNEUR D'ORDRE peut demander à l'ADJUDICATAIRE, ou à ses préposés de signer tout formulaire par lequel ils confirment leur engagement à la confidentialité.

8.01.02 Fin du Contrat

Les PARTIES conviennent qu'à la fin du Contrat, la PARTIE réceptrice doit, sur demande de la PARTIE émettrice, retourner toute Information Confidentielle qui lui a été transmise par la PARTIE émettrice, y compris, le cas échéant, les copies que cette dernière a autorisées, sans retenir quelque copie ou extrait que ce soit.

9.00 OBLIGATIONS DU DONNEUR D'ORDRE

9.01 Représentant désigné du DONNEUR D'ORDRE

Le DONNEUR D'ORDRE s'engage à identifier auprès de l'ADJUDICATAIRE une personne physique en autorité pour assurer le suivi du Contrat à l'interne et, le cas échéant, aviser l'ADJUDICATAIRE de tout changement quant à la personne physique ainsi nommée.

9.02 Quantité

Sous réserve de son droit de retirer certains Services du Contrat, le DONNEUR D'ORDRE s'engage à acquérir les quantités prévues au Devis ou au Bordereau de Prix, selon le cas.

9.03 Bon de Commande

Le DONNEUR D'ORDRE s'engage à effectuer ses commandes par l'émission de Bons de Commande. Il est entendu que l'Avis d'Adjudication peut tenir lieu de Bon de Commande pour la commande initiale, ou en cas de commande unique, lorsque précisé dans l'Avis.

9.04 Coopération

Le DONNEUR D'ORDRE s'engage à coopérer pleinement avec l'ADJUDICATAIRE pour lui permettre d'exécuter efficacement et ponctuellement les obligations prévues aux présentes.

9.05 Non-exclusivité

Le présent Contrat ne confère aucune exclusivité à l'ADJUDICATAIRE.

9.06 Vérification

En tout temps, durant les heures normales d'ouverture, le DONNEUR D'ORDRE peut examiner tous les registres et livres comptables de l'ADJUDICATAIRE se rapportant aux Services, vérifier toutes les inscriptions et les pièces justificatives s'y rapportant et, sur demande, en obtenir des copies.

9.07 Exonération de responsabilité

Le DONNEUR D'ORDRE n'est en aucun temps responsable de tout dommage causé aux personnes ou aux biens dans le cadre de l'exécution du Contrat, que l'ADJUDICATAIRE soit ou non sur les lieux exploités ou occupés par le DONNEUR D'ORDRE. Sans limiter la généralité de ce qui précède, le DONNEUR D'ORDRE n'est en aucun temps responsable des dommages causés aux biens de l'ADJUDICATAIRE lorsqu'ils se trouvent ou non sur les lieux exploités ou occupés par le DONNEUR D'ORDRE.

10.00 OBLIGATIONS DE L'ADJUDICATAIRE

10.01 Assurance

10.01.01 Responsabilité civile générale

Pendant toute la durée du Contrat, l'ADJUDICATAIRE doit tenir en vigueur, à ses frais, une police d'assurance responsabilité civile générale formule étendue pour un montant minimum de CINQ MILLIONS DE DOLLARS (5 000 000,00\$) par événement, contre les dommages corporels, les dommages matériels et la privation de jouissance des biens corporels que lui-même, des dirigeants, employés, agents, représentants ou sous-contractants peuvent causer aux personnes, aux choses, aux propriétés d'autrui ou du DONNEUR D'ORDRE. Le DONNEUR D'ORDRE ainsi que les deux LOCATEURS des quais, doivent être ajoutés comme assurés additionnels.

En cas de sinistre pour lequel toute clause de franchise ou de déductible est applicable, l'ADJUDICATAIRE s'engage au paiement complet et intégral du montant total de ladite franchise ou déductible et ce, à l'entière exonération du DONNEUR D'ORDRE.

Dans les CINQ (5) jours suivant l'Avis d'Adjudication, l'ADJUDICATAIRE doit fournir au DONNEUR D'ORDRE le certificat d'assurance responsabilité civile générale formule étendue attestant de la couverture prévue aux présentes. La police d'assurance ne peut être annulée ou modifiée par l'assureur, à moins que celui-ci n'en ait donné préalablement un avis écrit de TRENTE (30) jours au DONNEUR D'ORDRE, à l'adresse de son siège. Cette police d'assurance responsabilité doit être en vigueur pendant toute la durée du Contrat et la preuve du renouvellement de celle-ci doit être fournie par l'ADJUDICATAIRE au moins TRENTE (30) jours avant la date de l'expiration.

L'ADJUDICATAIRE doit, sur demande, fournir au DONNEUR D'ORDRE, dans un délai maximum de DIX (10) jours, une copie certifiée de sa police responsabilité civile générale formule étendue attestant de la couverture prévue aux présentes.

10.01.02 Autres assurances

D'autres assurances, spécifiques au service de navette fluviale, sont exigées et détaillées au document Devis, à la section 5.5.

10.01.03 Étendue de la responsabilité

Nonobstant ce qui précède, cette clause ne limite pas la responsabilité de l'ADJUDICATAIRE au Contrat.

10.02 Collaboration

L'ADJUDICATAIRE s'engage à collaborer avec le DONNEUR D'ORDRE en participant à toute rencontre, en fournissant tout renseignement verbal ou écrit et en transmettant tout document pouvant être requis, afin d'assurer un contrôle et une exécution efficace du Contrat, et ce, sans frais pour le DONNEUR D'ORDRE.

10.03 Exécution complète

L'ADJUDICATAIRE doit, à l'intérieur d'un délai raisonnable, sur réception d'une demande écrite à cet effet, faire toute chose, signer tout document et fournir toute attestation nécessaire pour assurer l'exécution complète du Contrat.

10.04 Respect

Sans restreindre la généralité des présentes, l'ADJUDICATAIRE s'engage à respecter toutes les obligations du Contrat ainsi que toute Loi en lien avec l'exécution de ce dernier.

10.05 Règlement sur la Gestion Contractuelle

L'ADJUDICATAIRE doit, pendant toute la durée du Contrat, respecter les dispositions du Règlement sur la Gestion Contractuelle du DONNEUR D'ORDRE.

10.06 Conflits d'intérêts**10.06.01 Engagement d'éviter**

L'ADJUDICATAIRE doit éviter toute situation qui mettrait en conflit soit son intérêt propre, soit d'autres intérêts, notamment, mais sans limiter la généralité de ce qui précède, l'intérêt d'une de ses ressources, d'une de ses filiales ou d'une personne liée avec l'intérêt du DONNEUR D'ORDRE.

10.06.02 Avis

Si une telle situation se présente ou est susceptible de se présenter, l'ADJUDICATAIRE doit immédiatement en informer le DONNEUR D'ORDRE qui pourra, à sa seule discrétion, émettre une directive indiquant à l'ADJUDICATAIRE comment remédier à ce conflit d'intérêts.

10.07 Liens d'affaires

L'ADJUDICATAIRE s'engage, pendant la durée du Contrat, à informer le DONNEUR D'ORDRE de l'apparition de tout lien d'affaires entre lui et les consultants externes du DONNEUR D'ORDRE qui ont participé à l'élaboration de l'Appel d'Offres, et ce, dans les

CINQ (5) jours de l'apparition de ce lien. En cas de non-respect, le Contrat peut être résilié par le DONNEUR D'ORDRE sans aucune autre formalité.

10.08 Quantité

L'ADJUDICATAIRE s'engage à fournir au DONNEUR D'ORDRE la quantité de Services, telle que mentionnée dans les Documents d'Appel d'Offres.

10.09 Reddition de compte

L'ADJUDICATAIRE s'engage à fournir au DONNEUR D'ORDRE un rapport mensuel de ses activités faisant état de l'avancement des Services.

10.10 Conduite

L'ADJUDICATAIRE doit, en tout temps, faire preuve de diligence, d'intégrité, de probité et de bonne foi dans l'exécution du Contrat et à l'endroit des Personnes qu'il sollicite pour le compte du DONNEUR D'ORDRE.

10.11 Autorisation de contracter

10.11.01 Maintien

Lorsque le Contrat requiert une autorisation préalable à l'obtention d'un contrat public délivrée par l'Autorité des marchés publics en vertu du chapitre V.2 de la *Loi sur les contrats des organismes publics* (RLRQ, c. C-65.1), l'ADJUDICATAIRE, doit, pendant toute la durée du Contrat, maintenir son autorisation de contracter accordée par l'Autorité des marchés publics. Aux fins des présentes, les modalités suivantes s'appliquent :

- a) Dans le cas où l'ADJUDICATAIRE est un consortium qui n'est pas juridiquement organisé, les entreprises le composant doivent individuellement maintenir leur autorisation de contracter pendant toute la durée du Contrat.
- b) Par contre, s'il s'agit d'un consortium juridiquement organisé en société en nom collectif, en société en commandite ou en société par actions, celui-ci doit, en tant qu'ADJUDICATAIRE, maintenir son autorisation de contracter pendant toute la durée du Contrat de même que chacune des entreprises le formant.
- c) Dans l'éventualité où une autorisation à contracter est révoquée, expirée ou non renouvelée, en cours d'exécution du Contrat, le DONNEUR D'ORDRE n'a nullement l'obligation de demander au gouvernement de permettre, selon le cas, à l'ADJUDICATAIRE, ou à un sous-traitant de continuer le Contrat. L'ADJUDICATAIRE est réputé en défaut d'exécuter le contrat au terme d'un délai de SOIXANTE (60) jours suivant, selon le cas, la date d'expiration de l'autorisation ou la date de notification de la décision de l'Autorité des marchés publics.
- d) Toutefois, l'ADJUDICATAIRE n'est pas réputé en défaut d'exécution lorsqu'il s'agit d'honorer les garanties au Contrat ou du seul fait qu'il n'a pas fait sa demande de renouvellement dans le délai requis d'au moins QUATRE-VINGT-DIX (90) jours

avant le terme de la durée de l'autorisation. Par conséquent, il peut, malgré la date d'expiration de son autorisation, continuer le Contrat en cours d'exécution jusqu'à la décision de l'Autorité des marchés publics relative au renouvellement de l'autorisation.

10.11.02 Contrat ou sous-contrat non soumis au seuil

Après l'ouverture des Soumissions ou en cours d'exécution du Contrat, selon le cas, le gouvernement peut obliger les SOUMISSIONNAIRES ou l'ADJUDICATAIRE du Contrat ou les entreprises parties à un sous-contrat rattaché directement ou indirectement à ce Contrat à obtenir une autorisation de contracter de l'Autorité des marchés publics dans les délais et selon les modalités particulières qu'il détermine.

10.12 Attestation de la CNESST

L'ADJUDICATAIRE ayant un établissement au Québec s'engage à fournir une attestation de conformité délivrée par la Commission des normes, de l'équité, de la santé et de la sécurité du travail (CNESST) et ce, dans les QUINZE (15) jours suivant la fin du Contrat. Le paiement des sommes dues ou du solde résiduel est alors conditionnel notamment à la réception de cette attestation par le DONNEUR D'ORDRE. Nonobstant ce qui précède, l'ADJUDICATAIRE autorise, en vertu des présentes, le DONNEUR D'ORDRE à demander en tout temps l'information sur son état de conformité. Il s'engage, sur demande, à produire une telle autorisation s'il y a lieu. Le DONNEUR D'ORDRE peut effectuer toute retenue afin de couvrir des sommes qui pourraient lui être réclamées.

10.13 Ressources humaines

10.13.01 Autorité

L'ADJUDICATAIRE est la seule partie patronale à l'égard des ressources affectées à l'exécution du Contrat et il doit en assumer tous les droits, obligations et responsabilités. L'ADJUDICATAIRE doit notamment se conformer à la législation régissant les accidents de travail ainsi que les normes du travail.

10.13.02 Port des équipements de protection individuelle

Sans limiter la portée des responsabilités de l'ADJUDICATAIRE en matière de sécurité, ce dernier, ses représentants et, le cas échéant, ses sous-contractants, doivent respecter toutes les exigences au niveau de la sécurité, notamment en portant les équipements de protection individuelle lorsque nécessaire, tels que dossard, lunettes de sécurité, bottes et casque, sur les lieux du DONNEUR D'ORDRE.

10.13.03 Personnel affecté

L'ADJUDICATAIRE s'engage à ce que les employés affectés à l'exécution du Contrat disposent de compétences, d'expertise et d'expérience suffisantes pour exécuter celui-ci. Il s'engage à fournir, à la demande du DONNEUR D'ORDRE, la liste des employés affectés à l'exécution du Contrat pour fins d'approbation par le DONNEUR D'ORDRE.

10.13.04 Ressources Clés

L'ADJUDICATAIRE ne peut remplacer les Ressources Clés du Contrat à moins de circonstances exceptionnelles. En cas de remplacement d'une Ressource Clé, l'ADJUDICATAIRE doit présenter au DONNEUR D'ORDRE le nouveau candidat en lui faisant parvenir son curriculum vitae relatant ses expériences professionnelles et sa formation, et ce, dans les CINQ (5) jours suivant la date de départ de la Ressource Clé. Le DONNEUR D'ORDRE peut exiger de rencontrer le candidat avant de donner son approbation. Si le DONNEUR D'ORDRE refuse de donner son approbation, l'ADJUDICATAIRE doit présenter un nouveau candidat dans les CINQ (5) jours suivant la date de refus.

10.13.05 Remplacement forcé

Le DONNEUR D'ORDRE a le droit d'exiger le remplacement d'une ressource si celle-ci, selon l'évaluation du DONNEUR D'ORDRE, n'a pas la compétence requise ou affecte la bonne marche du Contrat ou la qualité des services. Dans une telle situation, l'ADJUDICATAIRE doit présenter, dans les meilleurs délais, une nouvelle ressource répondant aux exigences du DONNEUR D'ORDRE. L'ADJUDICATAIRE doit préalablement démontrer au DONNEUR D'ORDRE que cette nouvelle ressource répond à ses exigences.

10.13.06 Coûts

Les coûts requis pour entraîner une nouvelle ressource sont entièrement à la charge de l'ADJUDICATAIRE et ce roulement de personnel ne peut causer un retard dans l'Échéancier du Contrat.

10.13.07 Non-sollicitation**a) Ancien ou actuel employé**

Sous réserve du paragraphe suivant, l'ADJUDICATAIRE s'engage à ne pas embaucher ou retenir les services d'un employé du DONNEUR D'ORDRE, ou ayant été à l'emploi du DONNEUR D'ORDRE, aux fins de l'assigner directement ou indirectement à l'exécution du Contrat, à moins d'avoir obtenu l'autorisation préalable du DONNEUR D'ORDRE. Ce dernier pourra refuser de donner son autorisation s'il juge que les Informations Confidentielles ou stratégiques que cette personne a pu obtenir dans le cadre de son emploi chez le DONNEUR D'ORDRE risquent de lui être préjudiciables ou si cette personne se trouve en conflit d'intérêts ou en apparence de conflit d'intérêts.

b) Participant à l'Appel d'Offres

L'ADJUDICATAIRE s'engage à ce que ni lui ni un de ses sous-contractants ne retiennent les services d'un employé du DONNEUR D'ORDRE ayant participé à l'élaboration de l'Appel d'Offres duquel il est adjudicataire, et ce, pour une période d'UN (1) an suivant la fin du Contrat. En cas de non-respect, l'ADJUDICATAIRE s'expose notamment aux sanctions pouvant être prévues au Règlement sur la Gestion Contractuelle.

10.14 Sous-contrat

Aucun sous-contrat n'est autorisé dans le cadre de l'exécution du Contrat.

10.15 Propriété Intellectuelle**10.15.01 Cession**

L'ADJUDICATAIRE reconnaît que les ouvrages intellectuels ou matériels qu'il conçoit ou réalise pour le compte du DONNEUR D'ORDRE, dans le cadre du Contrat, sont la propriété exclusive de ce dernier. Il cède donc par la présente tous ses droits de Propriété Intellectuelle sur les ouvrages produits dans le cadre du Contrat en plus de renoncer à tous ses droits moraux. Il s'engage aussi à ne pas utiliser ceux-ci sans l'autorisation du DONNEUR D'ORDRE et, lorsque requis par celui-ci, à signer tout document visant à confirmer ses droits exclusifs de propriété sur de tels ouvrages.

10.15.02 Limite

Cet engagement ne s'applique pas à la Propriété Intellectuelle de l'ADJUDICATAIRE qui a été simplement adaptée aux besoins du DONNEUR D'ORDRE que l'ADJUDICATAIRE s'engage à utiliser uniquement aux fins spécifiques du Contrat.

10.15.03 Respect

L'ADJUDICATAIRE doit respecter tous les droits de brevets, licences et marques de commerce se rattachant aux matériaux, ouvrages, fournitures et procédés utilisés par lui ou ses sous-contractants, le cas échéant, dans l'exécution du Contrat. L'ADJUDICATAIRE ne doit pas, sans l'approbation écrite préalable du DONNEUR D'ORDRE, laquelle est à l'entière discrétion de ce dernier, utiliser les noms ou marques de commerce du DONNEUR D'ORDRE.

10.16 Exonération de responsabilité

L'ADJUDICATAIRE exonère et garantit d'avance le DONNEUR D'ORDRE contre la poursuite et l'exécution de toute réclamation, notamment en dommages-intérêts, dans le cadre de l'exécution du Contrat, incluant toute atteinte à la propriété intellectuelle d'un tiers.

L'ADJUDICATAIRE reconnaît et accepte que le DONNEUR D'ORDRE n'assumera aucune responsabilité envers l'ADJUDICATAIRE pour tout dommage, amende, frais, pénalité, passif, perte de revenus, dépense et autre préjudice subis, engagés ou encourus par l'ADJUDICATAIRE découlant des actes ou omission du DONNEUR D'ORDRE dans le cadre de l'exécution du Contrat ou découlant du non-respect par le DONNEUR D'ORDRE de l'une ou l'autre de ses obligations aux termes du Contrat, à moins que ceux-ci ne découlent directement de la faute intentionnelle ou faute lourde du DONNEUR D'ORDRE.

10.17 Indemnisation

L'ADJUDICATAIRE s'engage à indemniser le DONNEUR D'ORDRE de tout dommage direct, amende, frais, pénalité, passif, perte de revenus et dépense, incluant, sans être limitatif, les intérêts, les dépenses raisonnables d'enquête, les frais judiciaires, les frais et

dépenses raisonnables pour les services d'un avocat, comptable ou autre expert ou autres dépenses liées à une poursuite judiciaire ou autres procédures ou autre type de requête, défaut ou cotisation engagés pour contester toute réclamation ou poursuite d'une tierce partie ou pour exercer ou contester tout droit découlant du Contrat.

À moins d'instructions à l'effet contraire du DONNEUR D'ORDRE, l'ADJUDICATAIRE s'engage à prendre fait et cause pour le DONNEUR D'ORDRE dans toute poursuite, action ou réclamation de quelque nature que ce soit, notamment pour tout dommage causé aux personnes, aux choses, aux propriétés d'autrui et du DONNEUR D'ORDRE, ses employés, agents, représentants ou préposés, dans le cadre de l'exécution du Contrat. Si un jugement est rendu et que l'ADJUDICATAIRE fait défaut de payer tel jugement, frais, dépenses ou dommages y mentionnés, le DONNEUR D'ORDRE peut payer le jugement, frais, dépenses ou dommages y mentionnés et peut compenser les sommes nécessaires à ces fins à même les montants dus ou pouvant devenir dus à l'ADJUDICATAIRE par le DONNEUR D'ORDRE.

11.00 DISPOSITIONS PARTICULIÈRES

11.01 Cession

11.01.01 Interdiction

L'ADJUDICATAIRE ne peut céder le Contrat ou constituer une Charge sur ses droits ou obligations prévus aux présentes en faveur d'une Personne sans l'autorisation écrite préalable du DONNEUR D'ORDRE.

11.01.02 Inopposabilité

Toute cession ou constitution d'une Charge sur les droits ou obligations qui ne se conforme pas à cette section est nulle, sans effet et inopposable au DONNEUR D'ORDRE, exception faite de ce qui est reconnu valide par la Loi en pareilles circonstances.

11.01.03 Exception

Nonobstant ce qui précède, l'ADJUDICATAIRE peut, moyennant un préavis à cet effet au DONNEUR D'ORDRE, céder tous ses droits et obligations dans le Contrat à une personne morale dont elle doit détenir en tout temps le contrôle, sujet toutefois à ce que l'ADJUDICATAIRE demeure responsable envers le DONNEUR D'ORDRE de l'exécution complète de ses obligations en vertu du Contrat.

11.02 Relations entre les PARTIES

11.02.01 Entrepreneurs indépendants

Les PARTIES reconnaissent par la présente qu'elles agissent à titre d'entrepreneurs indépendants et que rien dans le Contrat ne doit s'interpréter de façon à modifier leur statut ou à constituer une société de personnes, une entreprise commune ou un mandat de quelque nature que ce soit entre elles.

11.02.02 Contrôle

Chacune des PARTIES dispose du plein contrôle de la manière et des moyens d'exécuter ses obligations prévues au Contrat. Aucune disposition du Contrat ne doit s'interpréter de façon à permettre à une PARTIE d'imposer à l'autre PARTIE de faire quoi que ce soit qui peut avoir pour effet de compromettre son statut d'entrepreneur indépendant.

11.02.03 Aucune autorité

Aucune des PARTIES n'a le droit ou l'autorité, exprès ou tacite, de créer ou d'assumer au nom de l'autre PARTIE toute obligation ou responsabilité à l'égard de tierces parties, autrement que de la manière prévue au Contrat, et aucune PARTIE ne peut lier l'autre PARTIE de quelque manière que ce soit.

11.03 Force majeure

11.03.01 Exonération de responsabilité

Une PARTIE n'est pas considérée en défaut de ses obligations et n'est pas responsable des dommages ou délais, si ces défauts, dommages ou délais découlent d'un cas de force majeure. Une grève légale ou autre conflit de travail légal des employés de l'ADJUDICATAIRE ou de ceux de l'un de ses sous-contractants ne constitue pas un événement de force majeure.

11.03.02 Prise de mesures adéquates

Dans l'éventualité où un cas de force majeure empêche une PARTIE d'exécuter ses obligations, la PARTIE désirant invoquer la force majeure doit faire parvenir un avis écrit à l'autre PARTIE le plus rapidement possible, suivant l'avènement de ce cas de force majeure.

Cet avis doit indiquer le cas de force majeure invoqué, ainsi que les conséquences sur l'exécution de ses obligations. Les PARTIES doivent alors se rencontrer et prendre toute disposition raisonnable pour assurer la reprise normale de la réalisation des obligations affectées par le cas de force majeure.

Les délais d'exécution du Contrat affectés par le cas de force majeure peuvent alors être prorogés automatiquement d'une durée égale au retard entraîné par la survenance du cas de force majeure, étant entendu que cette prorogation n'entraîne aucune pénalité pour l'une ou l'autre des PARTIES.

11.03.03 Droit de l'autre PARTIE

Si le cas de force majeure invoqué rend la réalisation d'une obligation du Contrat impossible, les PARTIES doivent s'entendre le plus rapidement possible pour déterminer les nouvelles conditions d'exécution du Contrat ou, à la demande du DONNEUR D'ORDRE, pour résilier le Contrat selon les dispositions prévues à la section 13.00.

11.04 Recours

Rien dans le Contrat ne doit s'interpréter de façon à limiter les recours qu'une PARTIE peut avoir résultant de tout Manquement de la part de l'autre PARTIE.

11.05 Évaluation de la performance

Le DONNEUR D'ORDRE peut en tout temps mettre en place un système d'évaluation de la performance pour mesurer les performances de l'ADJUDICATAIRE dans le cadre du Contrat. Le DONNEUR D'ORDRE établit alors la périodicité des rencontres de suivi. À la demande du DONNEUR D'ORDRE, l'ADJUDICATAIRE doit remettre un plan d'action visant à améliorer son niveau de performance.

12.00 DISPOSITIONS GÉNÉRALES**12.01 Avis**

Exception faite des clauses du Contrat où il est autrement prévu, tout avis requis en vertu de la présente est suffisant s'il est consigné dans un écrit et expédié par un mode de communication qui permet à l'expéditeur de prouver que l'avis a effectivement été livré au destinataire à l'adresse indiquée au Formulaire de Soumission pour l'ADJUDICATAIRE et à la Régie de l'Appel d'Offres pour le DONNEUR D'ORDRE ou à toute autre adresse qu'une PARTIE peut faire connaître en conformité avec la présente section.

12.02 Résolution des différends

S'il survient un différend se rapportant à l'interprétation, au respect dû ou au Manquement au Contrat ou à sa fin ou résiliation, les PARTIES doivent se rencontrer et négocier de bonne foi dans le but de résoudre ce conflit.

12.03 Élection

Les PARTIES conviennent que toute réclamation ou poursuite judiciaire pour quelque motif que ce soit relativement au Contrat sera soumise à la juridiction exclusive des tribunaux du Québec. Dans les limites permises par la Loi, elles conviennent de choisir, selon le cas, le district judiciaire du siège du DONNEUR D'ORDRE, comme le lieu approprié pour l'audition de ces réclamations ou poursuites judiciaires, à l'exclusion de tout autre district judiciaire qui peut avoir juridiction sur un tel litige, selon les prescriptions de la Loi.

12.04 Modification

Pour toute modification du Contrat, la personne désignée par le DONNEUR D'ORDRE pour assurer le suivi du Contrat présente une demande écrite en ce sens selon le processus de gestion des demandes de modification post-contractuelle en vigueur.

12.05 Non-renonciation

Le silence, la négligence ou le retard d'une PARTIE à exercer un droit ou un recours prévu aux présentes ne doit, en aucune circonstance, être interprété ou compris comme une renonciation à ses droits et recours par la PARTIE. Toutefois, l'exercice d'un tel droit ou recours est assujéti à la prescription conventionnelle ou légale.

12.06 Transmission électronique

Les PARTIES conviennent qu'à moins d'indication contraire aux Documents Contractuels, tout document doit être transmis par télécopieur, courriel ou autre moyen de communication semblable. Les PARTIES conviennent également que la reproduction de signatures sur télécopie, la signature électronique ou autre mode d'authentification similaire doit être traité comme un original, étant entendu que chaque PARTIE procédant de la sorte doit fournir immédiatement sur demande, à chacune des autres PARTIES, une copie du document portant une signature originale.

13.00 FIN DU CONTRAT

13.01 De gré à gré

Les PARTIES peuvent en tout temps mettre fin au Contrat d'un commun accord.

13.02 Sans préavis

Dans les limites prévues par la Loi, le Contrat est résilié sans avis et à la discrétion du DONNEUR D'ORDRE, si l'un des cas de défaut suivant se produit :

- a) si l'ADJUDICATAIRE devient insolvable, s'il fait cession de ses biens suite au dépôt d'une requête en faillite, s'il devient failli suite au refus d'une proposition concordataire, ou s'il est déclaré failli par un tribunal compétent;
- b) si l'ADJUDICATAIRE, autrement que dans le cadre d'une réorganisation d'entreprise autorisée par le DONNEUR D'ORDRE, procède à la liquidation de son entreprise ou de la totalité ou d'une partie substantielle de ses biens ou à la dissolution de sa personnalité morale;
- c) si un créancier prend possession de l'entreprise de l'ADJUDICATAIRE ou de la totalité ou d'une partie substantielle de ses biens, ou si cette entreprise ou ces biens sont mis sous séquestre, ou si un liquidateur est nommé à son égard pour administrer ou liquider son entreprise ou la totalité ou une partie substantielle de ses biens et si cette prise de possession, cette mise sous séquestre, ou cette nomination d'un liquidateur, n'est pas annulée dans un délai de TRENTE (30) jours, à compter de la réalisation de l'un ou l'autre de ces événements.

13.03 Avec préavis

Le Contrat peut être résilié en totalité ou en partie par le DONNEUR D'ORDRE sur avis écrit, sans préjudice à tous ses droits et recours, dans l'un ou l'autre des cas suivants :

- a) si l'une des attestations de l'ADJUDICATAIRE est fausse, inexacte ou trompeuse;
- b) si l'ADJUDICATAIRE ne respecte pas l'une des obligations du Contrat et que tel défaut n'est pas corrigé dans le délai imparti indiqué dans un avis écrit décrivant la violation ou le défaut;
- c) si l'ADJUDICATAIRE devient inadmissible aux contrats publics en vertu du chapitre V.1 de la *Loi sur les contrats des organismes publics* (RLRQ, c. C-65.1);

d) sans motif après un préavis de TRENTÉ (30) jours.

13.04 Changement de Contrôle

Le DONNEUR D'ORDRE peut, sur envoi d'un avis écrit, mettre fin au Contrat si l'ADJUDICATAIRE fait l'objet d'un Changement de Contrôle non autorisé par le DONNEUR D'ORDRE, qui agissant raisonnablement, estime qu'un tel Changement de Contrôle lui est préjudiciable.

13.05 Effet de la résiliation

Advenant une résiliation, l'ADJUDICATAIRE a droit aux frais, déboursés et sommes représentant la valeur des prestations fournies jusqu'à la date de la résiliation du Contrat, conformément aux modalités s'y rapportant, sans autre compensation ni indemnité que ce soit. En outre, si l'ADJUDICATAIRE a obtenu une avance monétaire, il doit la restituer dans son entier.

14.00 ENTRÉE EN VIGUEUR

Le Contrat entre en vigueur le jour indiqué dans l'Avis d'Adjudication.

15.00 DURÉE

15.01 Expiration

Le Contrat expire à compter de l'exécution complète des obligations prévues aux présentes par les PARTIES, à moins qu'il y soit mis fin prématurément conformément aux autres dispositions du Contrat.

15.02 Non-reconduction

La continuation des relations commerciales entre les PARTIES, après l'expiration du Contrat, ne doit aucunement être considérée comme une reconduction, un renouvellement, une prolongation ou une continuation de celui-ci.

15.03 Survie

L'expiration du Contrat ne met pas fin à toute disposition de ce dernier qui, implicitement ou explicitement, doit demeurer en vigueur malgré la fin du Contrat. Ainsi, par exemple, malgré l'expiration du Contrat, le DONNEUR D'ORDRE peut aviser par écrit l'ADJUDICATAIRE de terminer des Services entrepris avant l'expiration.

16.00 PORTÉE

Le Contrat lie et est au bénéfice des PARTIES.

SIGNATURE

LES PARTIES SONT RÉPUTÉES AVOIR SIGNÉ LE CONTRAT RESPECTIVEMENT AU MOMENT

DU DÉPÔT DE LA SOUMISSION EN CE QUI CONCERNE L'ADJUDICATAIRE ET, QUANT AU DONNEUR D'ORDRE, AU MOMENT DE L'ENVOI PAR CE DERNIER DE L'AVIS D'ADJUDICATION À L'ADJUDICATAIRE.
--

ANNEXE 0.01.08 - DEVIS

Le contenu de cette annexe se retrouve dans le fichier «pdf», ou autre, nommé «Devis», annexé avec les Documents d'Appel d'Offres.

SERVICE DE NAVETTE FLUVIALE ENTRE LE VIEUX-PORT DE MONTRÉAL ET POINTE-AUX- TREMBLES

APPEL D'OFFRES No 1000262

DEVIS

TABLE DES MATIÈRES

1	CONTEXTE.....	7
2	OBJET DU CONTRAT.....	7
3	DESCRIPTION DES SERVICES.....	7
3.1	LIMITES GEOGRAPHIQUES D'EXPLOITATION	7
3.2	LIEUX D'ACCOSTAGE	8
3.3	PERIODE ET HORAIRES D'OPERATION.....	9
3.4	BATEAUX.....	9
3.4.1	<i>Utilisation exclusive</i>	<i>9</i>
3.4.2	<i>Exigences</i>	<i>9</i>
3.4.3	<i>Bris / réparation / maintenance et remplacement.....</i>	<i>10</i>
3.4.4	<i>Rapport d'accidents et d'incidents</i>	<i>11</i>
3.5	TARIFICATION DES PASSAGES	11
3.6	ABRI DE BILLETTERIE	12
3.7	CONTROLE, VENTE ET PERCEPTION	12
3.7.1	<i>Contrôle des titres.....</i>	<i>12</i>
3.7.2	<i>Vente et perception</i>	<i>13</i>
3.8	COMMUNICATIONS	14
3.8.1	<i>Informations aux quais</i>	<i>14</i>
3.8.2	<i>Site internet.....</i>	<i>14</i>
3.8.3	<i>Disponibilité de l'adjudicataire</i>	<i>14</i>
3.8.4	<i>Dépliants et affichages</i>	<i>14</i>
3.9	RAPPORT DE FREQUENTATION	15
3.10	PÉNALITÉS	15
4	MODALITÉS D'USAGE	16
4.1	REPARATION DES QUAIS/PASSERELLES	16
4.2	CIRCULATION ET STATIONNEMENT DES VEHICULES.....	17
4.3	GESTION DES MATIERES RESIDUELLES ET PROTECTION DE L'ENVIRONNEMENT	17
4.4	TABAC, CIGARETTE ELECTRONIQUE, CANNABIS	18
5	QUALIFICATIONS, SECURITE ET ASSURANCES.....	18
5.1	QUALIFICATION DE LA MAIN D'ŒUVRE	18
5.2	SECURITE.....	19
5.3	REPRESENTANT / GESTION OPERATIONNELLE.....	19
5.4	DOCUMENTS.....	19
5.5	ASSURANCES	20
6	ANNEXES.....	21
	ANNEXE A : HORAIRES DE SERVICE.....	21
	ANNEXE B : RAPPORT D'INCIDENT OU D'ACCIDENT.....	22
	ANNEXE C : RAPPORT DE FREQUENTATION JOURNALIER	23

LISTE DES FIGURES

Figure 1 Itinéraire et lieux d'accostage 8

LISTE DES TABLEAUX

Tableau 1 Titres de transport acceptés sur le bateau	12
Tableau 2 Horaire de la navette fluviale	21

1 CONTEXTE

Un projet pilote de navette fluviale entre Pointe-aux-Trembles et le centre-ville de Montréal a été en opération du 16 juin au 29 septembre 2019. Près de 60 000 voyages ont été enregistrés pendant cette saison de navigation. Au regard du succès de l'expérience de 2019, ce projet est reconduit pour la saison 2021.

2 OBJET DU CONTRAT

Le présent contrat a pour objet l'exploitation d'un service de navette fluviale pour la saison 2021 entre le Vieux-Port de Montréal et l'arrondissement Rivière-des-Prairies-Pointe-aux-Trembles de la Ville de Montréal. L'exploitation de ce service de navette fluviale inclut notamment :

- l'équipage et le personnel d'accueil ;
- la production, l'installation et la mise en place d'un service d'affichage et d'information aux usagers (affichage sur les bateaux, sur les quais et dépliants promotionnels) ;
- la prise en charge de trois (3) vérificatrices des titres de transport prêtées par l'Autorité ;
- la mise à disposition de deux (2) terminaux de point de vente (TPV).

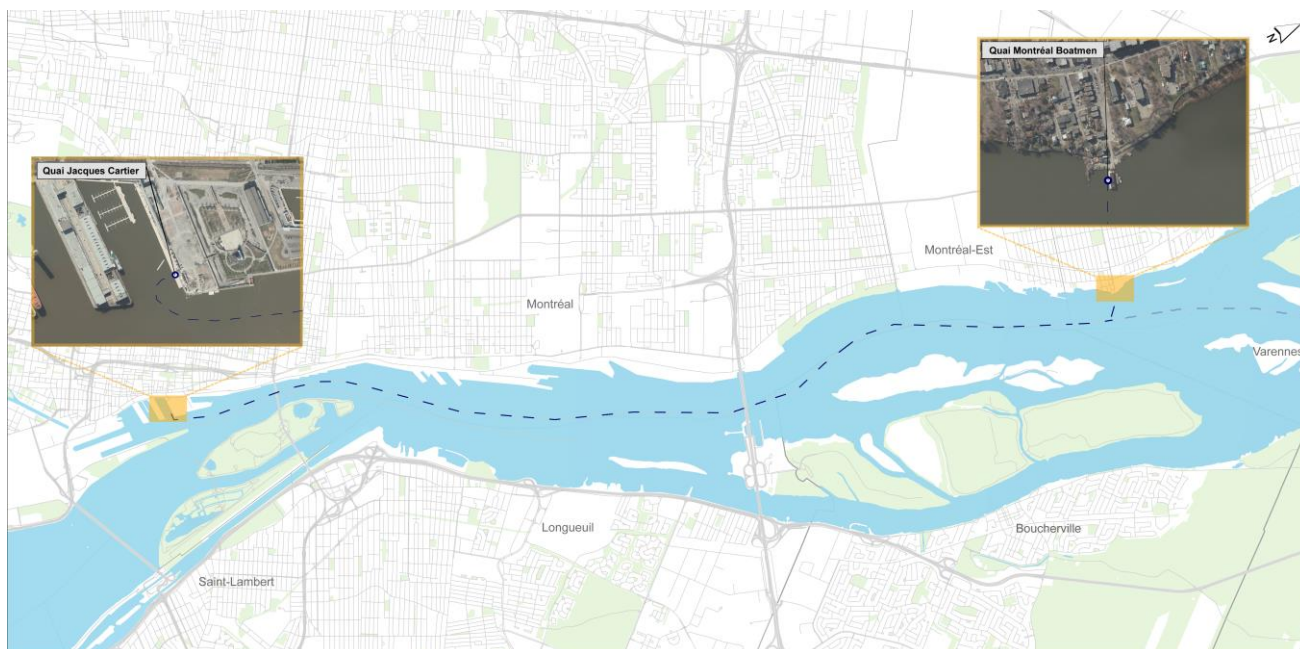
Le présent devis technique et l'ensemble des informations qu'il comporte ne doivent pas être interprétés de manière restrictive. Ainsi, tous les éléments, services, équipements, travaux et matériaux non spécifiquement prévus au contrat, mais nécessaires à la réalisation complète du contrat, doivent être considérés comme inclus et doivent être exécutés et fournis sans frais supplémentaires.

3 DESCRIPTION DES SERVICES

3.1 LIMITES GEOGRAPHIQUES D'EXPLOITATION

L'ADJUDICATAIRE doit limiter ses interventions et ses déplacements strictement à l'itinéraire défini, soit du quai Jacques Cartier de La Société du Vieux-Port de Montréal Inc. (« Vieux-Port de Montréal ») à Montréal, au quai de Les Chaloupiers de Montréal Ltée / Montréal Boatmen Ltd (« Montréal Boatmen ») à Pointe-aux-Trembles. Il doit organiser son travail en fonction de ces limites et ne peut déposer de réclamations pour les contraintes qu'implique le respect des limites imposées. Pour les fins du contrat, l'ADJUDICATAIRE n'est pas autorisé à occuper le domaine public à l'extérieur de ce qui est prévu à la présente clause.

Figure 1 Itinéraire et lieux d'accostage



3.2 LIEUX D'ACCOSTAGE

L'ADJUDICATAIRE a accès à des quais flottants sécuritaires permettant l'accostage et l'amarrage du bateau. Ces quais flottants, lorsque nécessaires, sont reliés à la rive par des passerelles suffisantes pour permettre l'embarquement et le débarquement des passagers. L'ADJUDICATAIRE doit s'assurer de la compatibilité de son embarcation avec ces installations portuaires. Il est de sa responsabilité de réaliser les vérifications techniques nécessaires afin que toutes les opérations soient réalisées de la manière la plus sécuritaire possible.

Aux fins du présent devis, les quais sont définis comme étant l'ensemble des éléments suivants :

- les quais flottants ;
- leurs passerelles ;
- les accessoires afférents.

L'ADJUDICATAIRE doit s'assurer de la propreté des équipements mis à disposition, soit les quais et leurs passerelles et les accessoires afférents.

Le DONNEUR D'ORDRE s'engage à :

- obtenir les autorisations nécessaires, conclure tout bail requis et payer les droits requis, lorsque demandés, permettant l'accostage et l'amarrage des bateaux de l'ADJUDICATAIRE à l'ensemble des quais ; et
- le cas échéant, à assumer des frais de location et/ou d'entretien de quais afin d'obtenir l'espace nécessaire en vue de la réalisation du présent contrat.

Important : en dehors de l'horaire d'exploitation du contrat, l'ADJUDICATAIRE n'est pas autorisé à entreposer des bateaux ni d'autres équipements à aucun quai à moins d'une entente particulière avec le propriétaire/gestionnaire du site d'implantation du quai.

3.3 PERIODE ET HORAIRES D'OPERATION

L'ADJUDICATAIRE s'engage à opérer le service de navette fluviale du **samedi 3 juillet au lundi 6 septembre 2021, soit 66 jours d'opération.**

La grille horaire des départs est fournie à l'annexe A. Le respect des heures de départs est essentiel afin de garantir une fréquence minimale à la clientèle.

Il convient de signaler que le DONNEUR D'ORDRE se laisse la possibilité de réaliser des ajustements horaires à l'intérieur de la période comprise entre le premier départ du matin prévu à l'horaire et le dernier départ du soir prévu à l'horaire. Afin de réaliser cet ajustement, le DONNEUR D'ORDRE laisse un délai de trois (3) jours à l'ADJUDICATAIRE pour mettre en application les nouveaux horaires.

De plus, l'Autorité se réserve le droit d'annuler, avec préavis minimum de 24 heures à l'ADJUDICATAIRE avant le jour considéré, toute journée ou toute partie de journée d'opération prévue à l'horaire, dans le cas où des circonstances exceptionnelles l'exigeraient. Une circonstance exceptionnelle se définit par une situation, un fait ou un événement particulier, unique, ou inhabituel qui est, par essence hors du commun, en dehors de l'ordinaire. Aucune rémunération n'est versée à l'ADJUDICATAIRE à l'égard de toute journée ainsi annulée.

3.4 BATEAUX

3.4.1 UTILISATION EXCLUSIVE

L'ADJUDICATAIRE s'engage à ce que deux (2) bateaux soient en service exclusif pour le présent contrat durant les heures de service. De plus, l'utilisation des quais et de passerelles d'accès durant les heures d'opération à des fins autres que celle prévue au présent contrat est interdite. Sauf sur autorisation préalable écrite du DONNEUR D'ORDRE, ces bateaux ne peuvent être autres que ceux qui ont été indiqués dans la soumission de l'ADJUDICATAIRE.

3.4.2 EXIGENCES

Les bateaux exploités doivent être conformes aux exigences contractuelles et être maintenus en bon état de fonctionnement dans le respect des codes de sécurité, lois et normes en vigueur pour la durée du contrat.

Les bateaux doivent :

- être aménagés de façon à protéger les passagers de la pluie, du vent et du soleil ;
- disposer des installations nécessaires afin de pouvoir embarquer et débarquer facilement, rapidement et sécuritairement piétons, personnes à mobilité réduite et cyclistes ;

- être en capacité de transporter un nombre minimal de 45 passagers (en dehors de l'application de toute règle sanitaire temporaire liée à la pandémie de la COVID-19) ;
- être accessibles aux personnes à mobilité réduite ;
- être munis de sièges ou banquettes fixes permettant d'asseoir tous les passagers ;
- être munis de supports sécuritaires permettant l'amarrage des vélos à bord, selon les capacités des bateaux ;
- être en mesure de respecter les horaires d'opération (incluant le temps requis pour le trajet, l'achat des titres de transport, l'embarquement ainsi que le débarquement des passagers) ;
- être compatibles avec toutes les installations portuaires et leur capacité d'accueil ;
- satisfaire à toutes les dispositions de la *Loi de 2001 sur la marine marchande du Canada* et de ses règlements ;
- être sécuritaires selon les normes en vigueur ;
- avoir le personnel qualifié afin d'assurer en tout temps une bonne opération des bateaux ainsi que la sécurité des passagers ;
- avoir sur chaque bateau, un minimum d'un (1) membre d'équipage bilingue pouvant s'exprimer en français et en anglais ;
- avoir un réservoir de rétention pour récupérer les eaux usées produites à bord qui ne pourra être vidangé que dans des installations de pompage septique conformes à la réglementation environnementale en vigueur. Le système de récupération devra être vidangé régulièrement pour assurer le service ininterrompu des installations produisant des rejets d'eaux usées ;
- avoir des toilettes propres et convenables à bord qui répondent ou dépassent les normes environnementales ;
- être munis d'un système de haut-parleurs pouvant diffuser de façon convenable tout au long de la traversée ;
- diffuser les consignes de sécurité de façon bilingue en début de traversée via le système de haut-parleurs ;
- diffuser les noms des arrêts via le système de haut-parleurs.

Les bateaux assurant le service devront être clairement identifiés de chaque côté des bateaux par une affiche avec le libellé suivant : **Navette fluviale Vieux-Port – Pointe-aux-Trembles.**

3.4.3 BRIS / RÉPARATION / MAINTENANCE ET REMPLACEMENT

Si un bateau ne donne pas un rendement satisfaisant, ou s'il y a des bris fréquents, l'Autorité peut exiger de l'ADJUDICATAIRE de remplacer celui-ci dans les plus brefs délais, par un autre bateau plus performant. Sans limiter la généralité des clauses de résiliation prévues au contrat, il est spécifié que les bris ou arrêts fréquents des bateaux ou la vétusté de ceux-ci peuvent entraîner la résiliation du contrat. Il est primordial d'assurer la continuité de service.

Important : l'ADJUDICATAIRE n'a droit à aucune rémunération à l'égard des services qui ne sont pas fournis, incluant pour cause de bris ou d'indisponibilité d'un bateau. L'ADJUDICATAIRE s'expose également aux pénalités prévues.

Les travaux de réparation, de maintenance des bateaux et de leurs équipements doivent s'effectuer en dehors des heures d'opération contractuelles.

Dans le cas où un bris entraîne l'indisponibilité d'un bateau, l'Autorité pourrait accepter la substitution par un autre bateau de catégorie égale ou supérieure. Il peut être la propriété du même ADJUDICATAIRE, en location par celui-ci ou appartenir à une tierce partie et doit être substitué dans les plus brefs délais avec l'approbation du responsable du dossier, et ce, uniquement pour la période de réparation requise. Dans le cas de la substitution d'un bateau, l'ADJUDICATAIRE doit démontrer, à la satisfaction de l'Autorité, que les personnes ayant l'obligation d'être titulaires de certifications et/ou de compétences de navigation, sont en règle selon les exigences des autorités. L'Autorité se réserve le droit d'accepter ou de refuser toute demande de substitution, et aucune substitution ne peut avoir lieu sans l'autorisation préalable de l'Autorité.

En aucun cas, l'Autorité n'est tenue de dédommager l'ADJUDICATAIRE pour les inconvénients ou dommages subis à cause du mauvais fonctionnement de l'équipement ou du bateau ni pour les pertes de temps ou retards résultant de leur bris, de leur réparation ou de leur entretien. L'ADJUDICATAIRE n'a droit à aucune rémunération supplémentaire pour l'exploitation d'un bateau de substitution.

3.4.4 RAPPORT D'ACCIDENTS ET D'INCIDENTS

Tout accident et incident se produisant pendant le service de la navette fluviale doit faire l'objet d'un rapport écrit de la part de l'ADJUDICATAIRE. Ce rapport doit être envoyé au DONNEUR D'ORDRE dans les plus brefs délais, en la forme prévue à l'annexe B.

3.5 TARIFICATION DES PASSAGES

L'Autorité détermine la tarification, taxes incluses, par usager incluant le vélo. La rémunération de l'ADJUDICATAIRE est indépendante du nombre de passagers. L'ADJUDICATAIRE s'engage à se conformer à la tarification établie et à ne pas exiger des passagers un tarif supérieur. L'Autorité se réserve le droit d'effectuer des vérifications afin de s'assurer de la mise en application de la tarification.

Le tableau suivant présente les titres de transport acceptés afin que l'utilisateur puisse utiliser le service de navette fluviale.

Tableau 1 Titres de transport acceptés sur le bateau

Titre de transport accepté		Vendu au quai
Titre dédié pour la navette fluviale	Titre 1 passage « navette fluviale »	Oui
Titre refonte tarifaire	Titre mensuel ou annuel ABC	Non
	Titre mensuel ou annuel ABCD	
Titre TRAM (incluant les titres émis dans le cadre des mesures tarifaires REM)	Titre mensuel ou annuel TRAM 1 à 8	
	Titre mensuel ou annuel TRAM 6 Sainte-Martine ou Marieville	
	Titre annuel MTL REM	
	Titre annuel TRAM REM	
Titre STM	12 mois prépayés	
	Titre mensuel	
	Titre hebdo	
	Titre 4 mois	
	Titre 10 mois	

*Gratuité pour enfant âgé de 11 ans et moins accompagné d'une personne de 14 ans et plus qui en assume la surveillance. Cette personne doit détenir un titre de transport valide et peut accompagner un maximum de 5 enfants.

Les titres de transport de type « Employé » et « Retraité » ne sont pas acceptés.

Important : l'ADJUDICATAIRE ne doit, sans exception, permettre l'accès au bateau qu'aux seuls passagers munis d'un titre de transport ou bénéficiant de la gratuité selon la liste ci-dessus.

3.6 ABRI DE BILLETTERIE

Afin de percevoir les recettes de manière confortable et sécuritaire, l'Autorité met à la disposition de l'ADJUDICATAIRE un abri couvert à proximité des quais Jacques Cartier et Montréal Boatmen.

3.7 CONTROLE, VENTE ET PERCEPTION

3.7.1 CONTROLE DES TITRES

L'Autorité se charge de fournir le matériel billettique nécessaire à la vérification des titres, soit trois (3) vérificatrices. De même, les frais d'exploitation et de raccordement au système de billetterie sont à sa charge. En revanche, l'ADJUDICATAIRE sera responsable de garantir l'intégrité et la sécurité de ce matériel.

Important : il est primordial de vérifier systématiquement les titres de transport de la clientèle à l'aide des vérificatrices prêtées.

3.7.2 VENTE ET PERCEPTION

L'Autorité met à disposition de l'ADJUDICATAIRE des titres de transport en papier permettant d'utiliser le service de navette fluviale. Les supports de titres de transport sont munis d'un code numérique unique de séquençement afin d'éviter toute fraude. Le coût unitaire de ce titre est de 5,00 \$. Le titre de transport est valide pour un (1) passage. L'ADJUDICATAIRE doit veiller à poinçonner le titre lors de son utilisation.

L'ADJUDICATAIRE doit percevoir le tarif applicable, à titre de mandataire et de fiduciaire de l'Autorité, à laquelle il reverse ensuite l'intégralité des sommes perçues, sans déduction quelconque. La rémunération de l'ADJUDICATAIRE est basée exclusivement sur la prestation du service, aux prix établis au bordereau de prix.

Les titres de transport papier sont fournis par le DONNEUR D'ORDRE en paquet de cinquante (50) supports. L'ADJUDICATAIRE doit veiller à toujours avoir en sa possession des titres de transport disponibles pour la vente. Le délai minimal afin d'obtenir de nouveaux titres de transport est d'une semaine.

L'entièreté des titres sont remis à l'ADJUDICATAIRE dès le début du contrat. L'ADJUDICATAIRE doit prendre toutes les mesures nécessaires pour conserver de manière sécuritaire les titres de transport qui lui sont confiés. Les titres non vendus sont remis à l'Autorité dans les deux (2) semaines suivant la fin du contrat. Les titres vendus et encaissés par l'ADJUDICATAIRE font l'objet d'un ajustement du paiement final.

Les deux parties prenantes doivent s'accorder sur le nombre final de titres remis.

L'ADJUDICATAIRE doit s'assurer que tous les passagers, sans abonnement valide, paient le coût de leur passage. L'Autorité guidera l'ADJUDICATAIRE pour la mise en place des contrôles de perception.

L'ADJUDICATAIRE doit réaliser quotidiennement, un état des ventes perçues en mentionnant le premier et dernier numéro du titre de transport vendu pour la journée concernée et en fournissant une copie du relevé quotidien émis par le terminal de point de vente (TPV) pour les ventes effectuées par carte de crédit ou de débit. Cet état des ventes doit être communiqué au DONNEUR D'ORDRE de manière hebdomadaire, au plus tard, le mardi à 13h00, pour la semaine précédente, couvrant la période du lundi au dimanche.

L'état des ventes est réalisé avec le rapport de fréquentation, prévu en annexe C.

Si l'ADJUDICATAIRE omet d'avoir des titres de transport disponibles à la vente, il s'expose à une pénalité.

Important : les modes de paiement autorisés pour l'achat de titre par les usagers sont les cartes de crédit et de débit uniquement. En conséquence, l'ADJUDICATAIRE s'engage à avoir un terminal de

point de vente (TPV) disponible à chaque lieu d'embarquement. À cet égard, l'Autorité n'assume aucune responsabilité et les frais de transaction électronique incluant les frais d'interchange, sont à la charge de l'ADJUDICATAIRE.

3.8 COMMUNICATIONS

3.8.1 INFORMATIONS AUX QUAIS

L'ADJUDICATAIRE doit présenter son plan média (dépliants, programme publicitaire, affichage à bord, affichage aux quais, site internet) dans les cinq (5) jours suivant l'adjudication du contrat. Ce plan doit cibler notamment, mais non limitativement l'affichage sur les quais, sur les bateaux et dans les médias.

L'ADJUDICATAIRE doit placer, à ses frais, sur chacun des quais d'embarquement, un panneau-réclame sur lequel doit apparaître le nom de l'ADJUDICATAIRE, l'adresse de son siège social, son numéro de téléphone, l'horaire d'opération de chaque navette fluviale ainsi qu'une liste de tarifs des services offerts. Ce panneau devra comporter l'appellation suivante : navette fluviale Vieux-Port – Pointe-aux-Trembles.

Une fois le plan déposé, une validation, sous quatre (4) jours, est donnée par l'Autorité avant la mise en production du matériel nécessaire à la communication auprès de la clientèle. Ainsi, les logos de l'Autorité ainsi que du MTQ doivent apparaître, et cela, dans le respect des normes graphiques de chaque entité.

3.8.2 SITE INTERNET

L'ADJUDICATAIRE doit disposer d'un site internet durant toute la durée du contrat, afin d'informer les usagers sur les horaires, les trajets ainsi que les tarifs associés. L'ADJUDICATAIRE devra y faire des liens vers les sites internet du Ministère des Transports du Québec et de l'Autorité. Toute utilisation du nom, de la marque ou du logo de l'Autorité, sur quelconque plateforme numérique, devra être approuvée au préalable par celle-ci avec un délai d'approbation sous quatre (4) jours.

3.8.3 DISPONIBILITE DE L'ADJUDICATAIRE

L'ADJUDICATAIRE doit disposer d'une ligne téléphonique commerciale, en fonction du lundi au vendredi, excepté les jours fériés, de 9h30 à 16h30, afin de répondre aux demandes d'information des usagers.

3.8.4 DEPLIANTS ET AFFICHAGES

L'ADJUDICATAIRE s'engage à publiciser le service de navette fluviale. Il s'engage à installer une signalisation indiquant l'emplacement du service de navette fluviale pour informer la clientèle de ce service.

L'ADJUDICATAIRE s'engage à produire à ses frais et à mettre à la disposition du public, à chacun des quais d'embarquement et pour chaque trajet, un dépliant promotionnel faisant état de son offre de services. Ce dépliant doit informer de la période du service, des horaires, de la grille tarifaire et de tout autre information pertinente. L'ADJUDICATAIRE devra soumettre au DONNEUR D'ORDRE un justificatif confirmant la production de deux mille (2 000) exemplaires et lui remettre dix (10)

Autorité régionale de transport métropolitain – ARTM
700 rue De La Gauchetière Ouest, 4ème étage, Montréal, QC, H3B 5M2

exemplaires du dépliant, cinq (5) jours avant le début du service. Sur demande du DONNEUR D'ORDRE, ces dépliants devront être remis directement aux gestionnaires ou propriétaires des quais d'embarquement.

Important : durant le terme du contrat, interdit tout affichage commercial, de commanditaires ou publicitaire, ou toute autre forme de commandites sur les bateaux, les quais et le système de billetterie, est interdit.

3.9 RAPPORT DE FREQUENTATION

L'ADJUDICATAIRE s'engage à compléter un rapport journalier de fréquentation contenant entre-autres, les informations suivantes :

- le nombre de passagers selon l'horaire de départ ;
- le nombre de vélos embarqués selon l'horaire de départ ;
- le titre utilisé par le client.

Le modèle du rapport de fréquentation à compléter est prévu en annexe C.

La compilation des déplacements ainsi que le détail des titres des transport (reddition de compte) doit être réalisée chaque semaine, pour la période du lundi au dimanche, de la semaine précédente. Celle-ci doit être transmise au représentant de l'ARTM, au plus tard, chaque mardi à 13h00.

À la clôture du contrat, l'ADJUDICATAIRE fournira à l'Autorité un rapport statistique cumulatif de l'ensemble des données collectées.

3.10 PÉNALITÉS

Le DONNEUR D'ORDRE peut imposer à l'ADJUDICATAIRE des pénalités en application du présent article. À moins d'une stipulation contraire, toute imposition ou déduction réalisée conformément au présent article intervient de plein droit sur simple constatation par le DONNEUR D'ORDRE du retard, de la violation ou du défaut. Le DONNEUR D'ORDRE peut déduire le montant d'une pénalité de tout montant dû à l'ADJUDICATAIRE en vertu du Contrat. Il peut de plus exiger de l'ADJUDICATAIRE de lui communiquer par écrit les moyens que celui-ci entend prendre afin de corriger une situation ayant donné lieu, ou qui aurait pu donner lieu, à l'imposition d'une pénalité. Une pénalité prévue au présent Contrat vise uniquement à indemniser le DONNEUR D'ORDRE du préjudice découlant directement et exclusivement du défaut par l'ADJUDICATAIRE de respecter les obligations donnant lieu à l'imposition de cette pénalité, telles qu'identifiées à la présente sous-section, excluant tout préjudice découlant d'une plainte, poursuite, action ou réclamation d'un tiers découlant de ce défaut. Sans limiter la généralité de ce qui précède, dans un cas de retard ou de défaut d'effectuer tout ou partie d'un trajet, l'ADJUDICATAIRE demeurera notamment responsable de rembourser le DONNEUR D'ORDRE pour les coûts encourus afin de dédommager les usagers affectés par le retard ou le défaut d'effectuer le trajet, tel que les frais de transport alternatif (taxi ou autre), le remboursement d'un titre de transport ou la valeur d'un titre de transport remis gratuitement. L'imposition des pénalités ne porte pas atteinte à tout autre droit du DONNEUR D'ORDRE en vertu du Contrat, notamment le droit de résilier le Contrat et d'être indemnisé de tout autre préjudice aux termes du Contrat, et n'a

Autorité régionale de transport métropolitain – ARTM
700 rue De La Gauchetière Ouest, 4ème étage, Montréal, QC, H3B 5M2

pas pour effet de réduire l'obligation de l'ADJUDICATAIRE de prendre toutes les mesures raisonnables pour corriger une non-conformité (et notamment pour minimiser un retard).

Le contrôle de la prestation de l'ADJUDICATAIRE peut se réaliser lors d'une inspection de l'Autorité, par un représentant ou un mandataire de celle-ci, ou par l'intermédiaire d'un client mystère.

Les pénalités applicables sont les suivantes :

- une pénalité de trois cents dollars (300 \$) :
 - impolitesse, manque de respect ou grossièreté envers un usager (à condition que cela ne constitue pas une atteinte aux droits fondamentaux ou aux droits de la personne de cet usager) ;
 - vente d'un titre de transport à un tarif autre que celui qui est prescrit par le présent contrat ;
 - défaut de délivrer d'un titres de transport à un usager qui verse le tarif ou qui manifeste son intention de le faire ;
 - non-respect de la période et des horaires de services, pour tout écart supérieur à quinze (15) minutes par rapport à l'horaire, tel que requis à l'annexe A ;
 - chaque tranche complète de 24 heures de retard dans la transmission au DONNEUR D'ORDRE d'un formulaire prescrit par le présent contrat, dans le délai imparti ;
 - tout défaut de diffuser en entier les mesures de sécurité au début d'un trajet ;
 - tout stationnement ou circulation d'un véhicule de l'ADJUDICATAIRE (ou d'une personne dont il est légalement responsable) sur le site d'un quai d'embarquement, ou attenant à celui-ci, en violation des consignes ou instructions du DONNEUR D'ORDRE ou du propriétaire de ce site ;
 - toute violation par un employé, ou par un fournisseur de l'ADJUDICATAIRE, ou par un usager, des interdictions prévues à la clause 4.4 ci-après et qui est tolérée par l'ADJUDICATAIRE, ou ne fait pas l'objet par celui-ci d'un avis verbal au contrevenant.
- une pénalité de mille dollars (1 000 \$) :
 - pour tout défaut de respecter la charge maximale permise au regard des caractéristiques du bateau, sans toutefois que celui-ci chavire ou prenne l'eau ;
 - à l'égard de chaque personne admise en bord en sus du nombre d'occupants permis par la loi, y compris en vertu de tout décret, règlement ou ordonnance relatif à la santé publique ou à la prévention de la maladie.

4 MODALITÉS D'USAGE

4.1 REPARATION DES QUAIS/PASSERELLES

L'ADJUDICATAIRE doit faire part à l'Autorité de tout dysfonctionnement relatif à l'utilisation et au fonctionnement des quais, des passerelles et des accessoires.

L'ADJUDICATAIRE doit, avant toute exécution de travaux portant sur des biens relatifs à l'exécution du contrat et dont il n'est pas le propriétaire, obtenir l'autorisation préalable du DONNEUR D'ORDRE ou du propriétaire du bien, selon le cas.

4.2 CIRCULATION ET STATIONNEMENT DES VEHICULES

Le stationnement et la circulation des véhicules de l'ADJUDICATAIRE, de ses employés ou de ceux d'une personne dont il est légalement responsable doit être conforme aux règles, instructions et consignes du propriétaire de tout site sur lequel ils se trouvent. Les véhicules doivent circuler sur les rues et stationner uniquement aux endroits permis.

Le stationnement des véhicules sur le gazon et sous la ramure des arbres est interdit en tout temps et à tout endroit. La circulation pour le transport de matériaux ou autres doivent se réaliser dans les chemins indiqués circonscrits par les aires acceptées de servitude de construction, d'entreposage et d'accès au chantier. La circulation hors des zones autorisées est interdite.

En cas de non-respect, une pénalité peut être appliquée.

4.3 GESTION DES MATIERES RESIDUELLES ET PROTECTION DE L'ENVIRONNEMENT

L'ADJUDICATAIRE s'engage à participer à la mise en valeur des matières résiduelles produites par son exploitation, et ce, en conformité avec la législation. Il doit mettre en place les contenants nécessaires à la récupération des matières recyclables et en disposer adéquatement. Il s'assure que ses employés adoptent des comportements responsables au point de vue de l'environnement et informe sa clientèle des règles strictes sur la pollution telle que l'interdiction de jeter des déchets directement dans le fleuve.

L'ADJUDICATAIRE s'engage à limiter le plus possible la génération de déchets en lien avec ses activités notamment par la réduction à la source, le réemploi, le recyclage et la valorisation des matériaux.

L'ADJUDICATAIRE s'engage également à réduire le plus possible la consommation d'énergie. Il lui est strictement défendu de :

- jeter des déchets dans l'eau ou sur les terrains ;
- vider une fosse septique ou des huiles usées dans l'eau ;
- déverser de l'essence ou autre combustible.

Les savons liquides utilisés pour nettoyer une surface donnée et qui se retrouvent ensuite dans le cours d'eau doivent être obligatoirement biodégradables et sans phosphate.

Sans limiter la généralité de toute autre disposition du contrat, l'Autorité réserve expressément tous ses droits et recours à l'égard de toute violation par l'ADJUDICATAIRE d'une obligation environnementale, et notamment le droit d'être pleinement indemnisé pour la totalité du préjudice subi.

4.4 TABAC, CIGARETTE ELECTRONIQUE, CANNABIS

L'ADJUDICATAIRE doit faire respecter la *Loi concernant la lutte contre le tabagisme* et la *Loi encadrant le cannabis*. Il lui incombe d'interdire strictement à ses employés, ses fournisseurs et aux usagers de fumer, utiliser ou consommer du « tabac » ou du « cannabis » (au sens que la législation donne à ces termes) à bord d'un bateau, incluant sur le pont supérieur, et dans toute file d'attente y menant. Cette interdiction s'applique notamment à toute cigarette électronique.

L'ADJUDICATAIRE doit fournir, installer et entretenir une signalisation appropriée, ainsi qu'intervenir immédiatement auprès de tout usager qui contrevient à une interdiction. L'ADJUDICATAIRE doit expulser tout usager qui persiste à contrevenir à une interdiction après avoir été verbalement avisé.

5 QUALIFICATIONS, SECURITE ET ASSURANCES

5.1 QUALIFICATION DE LA MAIN D'ŒUVRE

L'ADJUDICATAIRE s'engage à ce que ses employés aient reçu et reçoivent de façon continue une formation adaptée aux risques encourus et disposent des aptitudes et de l'expérience nécessaires pour fournir les services, et ce, durant toute la durée du contrat.

Le personnel affecté au présent contrat devra avoir toutes les formations et cartes de compétences requises par les lois ou nécessaires dans le cadre de l'exécution du service et des travaux prévus dans le présent appel d'offres.

L'ensemble du personnel doit être capable de s'exprimer en français. De plus, un employé ayant une maîtrise courante du français et une maîtrise fonctionnelle de l'anglais doit aussi être présent sur chaque bateau.

Les employés de l'ADJUDICATAIRE doivent être habillés de façon convenable et sécuritaire et ne jamais travailler torse nu.

La présence d'un employé détenant une certification à jour émise par un organisme reconnu en matière de secourisme et habileté à dispenser les premiers soins au public doit être assurée, en tout temps sur chaque navette fluviale.

Les employés de l'ADJUDICATAIRE doivent avoir une conduite irréprochable, être avenants et faire preuve de tact, de patience et de professionnalisme. Tout écart de langage ou de conduite sera à bannir et sera passible de sanctions pouvant aller jusqu'au retrait pur et simple de l'employé, sur demande du représentant de l'Autorité. Dans un tel cas, l'ADJUDICATAIRE devra prendre les mesures disciplinaires nécessaires envers ses employés lorsque ceux-ci, au cours du contrat, ont une conduite répréhensible.

L'ADJUDICATAIRE doit remettre la liste complète du personnel de bord (personnel régulier et remplaçant), cinq (5) jours avant le début du service. Cette liste doit comprendre le nom, le prénom et la fonction. Pour tout employé nécessitant un permis et/ou une certification délivrée par Transports Canada, le numéro doit être indiqué et une photocopie doit être jointe.

Au cours du contrat, l'ADJUDICATAIRE doit aviser l'Autorité de toute modification apportée à la liste du personnel de bord, en lui soumettant toutes les informations exigées et ce, quarante-huit (48) heures avant que celle-ci soit en vigueur.

5.2 SECURITE

En ce qui concerne les employés de l'ADJUDICATAIRE :

L'utilisation de lecteur de musique ou autre appareil pouvant nuire à l'exécution sécuritaire des opérations ou travaux est proscrite à l'exception des périodes de pause.

L'utilisation de tout téléphone doit servir uniquement aux fins du travail, à l'exception des périodes de pause.

5.3 REPRESENTANT / GESTION OPERATIONNELLE

L'ADJUDICATAIRE doit désigner par écrit, le nom du représentant responsable de ce contrat qui a plein pouvoir d'agir en son nom afin que le service ne puisse être retardé ou suspendu. Celui-ci doit être joignable par téléphone de 7h00 à 23h00 du lundi au dimanche.

Il doit être possible de le joindre soit, directement au bureau de l'ADJUDICATAIRE, et ce, sans devoir passer par un service téléphonique externe ou à l'aide d'un téléavertisseur ou d'un cellulaire lorsqu'il est à l'extérieur du bureau. Les coordonnées de cette personne ainsi que la marche à suivre pour la contacter sont transmis au DONNEUR D'ORDRE dans les cinq (5) jours suivant l'adjudication du contrat.

Il doit parler et comprendre le français. Dans l'éventualité où l'ADJUDICATAIRE change le représentant désigné, il doit en aviser l'Autorité par écrit, au moins 48 heures avant la date effective de ce changement pour validation.

Toute communication de l'Autorité concernant le contrat sera transmise à ce responsable.

L'Autorité peut désigner, remplacer ou révoquer toute personne pour la représenter auprès de l'ADJUDICATAIRE. Cette personne fait rapport à l'Autorité de l'exécution de ce contrat, elle supervise cette exécution et peut donner à l'ADJUDICATAIRE des instructions ou des avis au nom de l'Autorité. Elle ne peut en aucune façon dégager l'ADJUDICATAIRE de quelque obligation ou responsabilité qui lui incombe en vertu de ce contrat.

5.4 DOCUMENTS

L'ADJUDICATAIRE doit remettre, dans les cinq (5) jours suivant l'octroi du contrat les documents suivants :

- le permis de navigation pour chacun des capitaines ;
- le certificat de formation de conducteur pour chacun des capitaines ;
- l'attestation officielle et en vigueur de la certification en secourisme du personnel qui sera habileté à offrir les premiers soins au public ;

5.5 ASSURANCES

En sus de toute autre obligation d'assurance prévue au contrat, l'ADJUDICATAIRE doit, à ses frais, assurer l'ensemble de ses opérations pour un montant suffisant afin de protéger les intérêts de l'Autorité, tout au long du trajet desservi. Les assurances et exigences sont minimales et ne sauraient aucunement limiter les autres assurances auxquelles l'ADJUDICATAIRE doit souscrire afin de protéger adéquatement les risques inhérents à ses opérations, activités ou initiatives de l'ADJUDICATAIRE ou des usagers.

L'Autorité, ainsi que les deux LOCATEURS des quais, doivent être ajoutés comme assurés additionnels sur la police de l'ADJUDICATAIRE. Une copie de la police d'assurance ou un certificat d'assurance doit être fourni dans les cinq (5) jours suivant l'adjudication du contrat.

De plus, l'ADJUDICATAIRE accepte et s'engage à souscrire notamment à ces assurances pendant toute la durée de l'entente :

- a) Une police d'assurance responsabilité maritime dite « Protection et Indemnité (P & I) » accordant une protection pour dommages corporels incluant la mort et pour dommages matériels causés aux tiers, incluant ceux causés aux biens des personnes morales par quelque opération que ce soit, comprenant une garantie minimale de cinq cents millions de dollars (500 000 000 \$) par événement. La couverture de cette police doit inclure également le risque de pollution causée par l'huile ou de toute autre substance, par quelque opération que ce soit.
- b) Une assurance de responsabilité des administrateurs et dirigeants prévoyant une protection minimale de cinq millions de dollars (5 000 000 \$).
- c) Une couverture crime de cinq millions de dollars (5 000 000 \$) couvrant entre autres la perte et le vol de titres.

6 ANNEXES

ANNEXE A : HORAIRES DE SERVICE

En vigueur du samedi 3 juillet au lundi 6 septembre 2021

La fréquence du service de navette est aux 45 minutes.

Tableau 2 Horaire de la navette fluviale

Tous les jours Pointe-aux-Trembles --> Vieux-Port	Tous les jours Vieux-Port --> Pointe-aux-Trembles
10:00	10:00
10:45	10:45
11:30	11:30
12:15	12:15
13:00	13:00
13:45	13:45
14:30	14:30
15:15	15:15
16:00	16:00
16:45	16:45
17:30	17:30
18:15	18:15
19:00 (S)	19:00 (V, S)
19:45 (V)	20:00 (S)
20:00 (S)	20:30 (V)
21:00 (S)	21:00 (S)

(V) : circule uniquement les vendredis

(S) : circule uniquement les samedis

ANNEXE B : RAPPORT D'INCIDENT OU D'ACCIDENT

Date de l'incident / accident (jour/mois/année) :

Heure :

Renseignements sur la victime

Nom	
Prénom	
Adresse	
Ville	
Code postal	
Téléphone	
Date de naissance (jour/mois/année)	
Si mineur, nom du tuteur	
Explications sur l'évènement (circonstances, endroit...)	
Description de la blessure (nature de la blessure, traitements donnés...)	
Nom de la personne qui a administré les premiers soins	
Suite de l'évènement (911 appelé? Retour au domicile? À l'hôpital?)	
Perturbation sur l'horaire de service ?	

Signataire du rapport (nom et prénom) :

Fonction :

Téléphone :

Signature du rapport :

Ce formulaire doit être transmis par l'ADJUDICATAIRE dans les plus brefs délais

ANNEXE C : RAPPORT DE FREQUENTATION JOURNALIER

SERVICE DE NAVETTE FLUVIALE ENTRE LE VIEUX-PORT ET POINTE-AUX-TREMBLES

Date complète (jour / mois / année) : _____

[illegible]

État des ventes journalières

Titres de transport	Paquet No 1	Paquet No 2 (facultatif)	Paquet No 3 (facultatif)	Paquet No 4 (facultatif)	Total des titres vendus
Dernier code numérique (A)					
Premier code numérique (B)					
Total des titres vendus (A) – (B)					
		Sommes perçues par carte de crédit et carte de débit			

Ce rapport de fréquentation, incluant l'état des ventes, doit être complété pour tous les jours d'opération et pour tous les départs.

La compilation des déplacements ainsi que le détail des titres des transports (reddition de compte) doit être réalisée chaque semaine, pour la période du lundi au dimanche, de la semaine précédente. Celle-ci doit être transmise au représentant de l'ARTM, au plus tard, chaque mardi à 13h00.

Autorité régionale de transport métropolitain – ARTM
700 rue De La Gauchetière Ouest, 4ème étage, Montréal, QC, H3B 5M2